L'ECHO des casernes

Numéro 8 — Avril 78 — 3 F — mensuel

PETITION TRANSPORTS
1500 signatures

C'est dimanche 19 avril qu'ont été rendues publiques, au siège de la Ligue des Droits de l'Homme à Paris, les 1 500 premières signatures de la pétition pour la gratuité des transports et le droit aux permissions régulières.

Un appelé de la 77/04 du 4e RC de la Valbonne, parlant au nom des représentants des 1 500 signataires a fait la déclaration suivante :

« Lancée voici cinq mois pour la coordination des comités de soldats de la région Rhône-Alpes, la pétition a déjà circulé dans plus de 60 casernes, malgré la répression incessante dont nous sommes menacés... ». Nous nous présentons aujourd'hui à la presse à visage découvert pour donner un premier résultat de notre lutte quotidienne. Nous sommes ici au nom des 1 500 premiers signataires qui ont passé outre à l'intimidation, aux menaces, pour exprimer massivement les revendications de tous les soldats. Jusqu'à présent, les soldats devaient se cacher pour exposer leurs demandes. Mais ils ont toujours recherché la solidarité la plus large pour pouvoir revendiquer au grand jour. Aujourd'hui, tout le mouvement ouvrier et démocratique doit prendre le même engagement que celui pris par le syndicat CFDT Télécoms lors de son dernier congrès : aucune sanction (mutation, interrogatoire, arrestation) ne doit être « tolérée contre les signataires de la pétition ! La solidarité la plus active, la plus unitaire est à l'ordre du jour ». Le représentant des pétitionnaires a souligné le soutien de plusieurs instances syndicales (l'UD-CGT du Vaucluse, le syndicat des Services Centraux CGT SNCF, la Fédé Santé et l'UD Paris de la CFDT, la section de l'Indre de la FEN), et politiques (la Jeunesse communiste, l'extrême-gauche) à la campagne transports.

« La campagne va se développer jusqu'à ce que le gouvernement nous accorde satisfaction : gratuité totale des transports dans des conditions de salubrité et de sécurité correctes ! Alignement des départs en perm sur les horaires SNCF ! 48 heures de repos hebdomadaires (2 x 72 heures par mois pour les FFA), avec récupération automatique des gardes, piquets... ». L'objectif des signataires de la pétition est de devenir 5 000 le 1er Mai. Ils appellent les cheminots à les soutenir « comme nous sommes avec eux dans la lutte contre les conditions de travail scandaleuses qui leur sont faites ».

Ils appellent les syndicats, les forces ouvrières et démocratiques à s'associer aux démarches des soldats en direction des autorités militaires pour faire reconnaître leurs revendications et « à permettre par leur solidarité que les soldats puissent manifester librement le 1er Mai prochain dans les cortèges ouvriers sur leurs mots d'ordre pour leurs revendications ».

Une déclaration de solidarité avec les travailleurs du littoral breton a également été lue :

« Nous sommes du côté des travailleurs de la mer, du peuple breton dont on massacre le pays pour le plus grand bénéfice des promoteurs et des trafiquants du mazout », affirment les représentants des signataires de la pétition. Ils dénoncent les conditions scandaleuses dans lesquelles sont employés les bidasses et exigent, « comme l'a déjà fait le CS du 39e RI, que le travail soit organisé sur la base de 35 heures par semaine (avec garantie de 48 heures de repos), rémunéré au SMIC, et que les syndicats puissent contrôler les conditions d'hygiène et de sécurité. Ils dénoncent « l'intoxication politique du gouvernement qui prétend que les bidasses envoyés seront efficaces. Cette opération n'est qu'une diversion, le gouvernement n'a pris aucune des mesures d'ampleur qui s'imposaient ».

Cette conférence de presse n'a guère été du goût de la hiérarchie militaire ; aussi il convient d'être très vigilants : le CNSL entend riposter et appeler à la riposte l'ensemble des organisations populaires en cas de répression contre les signataires de la pétition.

Bourges et Bigeard sont peut-être sortis vainqueurs des élections, mais ils ont dû perdre de leur superbe en apprenant la publication des 1 500 signatures. Nous tâcherons à l'avenir de les faire rire de plus en plus jaune.

COORDINATION SUD-EST des COMITES de SOLDATS

AVIGNON - 7ème Régiment de Génie
CANJUERS - CAMP
CARPIAGNE - Régiment blindé
CUERS - Base aéronavale
MONTPELLIER - EAI
NIMES - 401ème RA et EAAS
TOULON - marins

« Le Génial Sapeur »
« La Rubrique aux soldats »
« Pour une poignée de chars »
« Réflexions »
« Le Haï information »
« A l'ombre de la caserne »
« Poisson Rouge »

Aujourd'hui la lutte des soldats a franchi une nouvelle étape. Un comité de soldats, dans une caserne, c'est déjà une brèche énorme dans l'édifice militaire. C'est, dans les faits, imposer notre droit à la parole, notre droit de défense. C'est briser l'abrutissement et l'isolement individuel vers la défense collective. Une nouvelle dimension pour le mouvement des soldats qui ne cesse de se développer depuis l'« Appel des 100 » de 1973 : la coordination des comités de soldats permettra de faire résonner nos luttes en dehors des enceintes militaires.

Les comités de soldats se sont mis d'accord sur une plate-forme revendicative :

LES DROITS DÉMOCRATIQUES

— Le droit à la parole, à la critique.
— Le droit de revendiquer collectivement.
— Le droit de réunion et d'association y compris de type syndical en dehors de tout contrôle de la hiérarchie militaire.
— Bien sûr, droit d'information, liberté de lire la presse de son choix...

DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DÉCENTES

Afin d'exister sans être des parasites sociaux, sans argent, sans droits, etc...

— Réduction du service à 6 mois.
— Libre choix de la date d'incorporation entre 18 et 26 ans.
— Libre choix de l'affectation, proche pour tous du domicile.
— Libre choix de l'objection de conscience.
— Possibilité pour les engagés de résilier leur contrat et de choisir leurs affectations.
— Solde indexée sur le SMIC (SMIC moins les frais de charge : logement, habillement, nourriture).
— Garantie de réembauche à l'issue du service.
— 48 h de repos hebdomadaire non compris les délais de route, et donc récupération des week-end de garde. 30 jours de congés par an.
— Journées à horaire fixe et quartier libre jusqu'au matin 8 h.
— Libre choix de la coupe de cheveux.
— Transports gratuits
— Suppression du règlement de discipline générale des Armées, qui fait de nous des coupables permanents ; suppression de la justice militaire privée à huis clos ; dissolution de la Sécurité Militaire.
— Arrêt de l'extension des camps militaires.
— Contre les morts « accidentelles », nous revendiquons le droit à la sécurité, des COMMISSIONS D'ENQUETE MIXTES pour chaque accident et que les responsables soient jugés publiquement. Nous voulons que les normes de sécurité soient respectées.
— Nous refusons les commissions consultatives actuelles, qui servent d'alibi. Pour que des délégués soient librement élus, cela suppose que la liberté d'expression et les droits démocratiques élémentaires qui nous sont refusés.

Dans l'immédiat, une lutte s'engage au niveau national pour la gratuité des transports et le droit aux permissions. Soldat, cette lutte dépend de toi. Cette pétition ne sera publiée qu'à partir d'un seuil minimum de signatures, éliminant les risques de répression. Elle en a déjà récolté des centaines. SIGNE-LA ET FAIS-LA SIGNER.

Nous ne sommes pas seuls dans cette lutte. L'Union Départementale CFDT des Bouches-du-Rhône a apporté son soutien lors de la conférence de presse du 4 mars. A Avignon, les Unions Départementales CFDT et CGT du Vaucluse ont distribué un tract aux permissionnaires soutenant la bataille « pour les transports gratuits et le droit aux permissions ». Nous nous félicitons de ces prises de position, qui répondent à nos souhaits. Lors de la conférence de presse, nous avons lancé un appel aux organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier et nous requérons leur soutien car c'est dans ce camp que nous situons notre lutte. Nous nous voulons, à l'intérieur des casernes, la prolongation d'un vaste mouvement populaire dont ils sont à l'extérieur les représentants.

Le DUPERRE

Le **"DUPERRE"**, navire-amiral, escorteur d'escadre anti-sous-marins. Une perle de la marine nationale.
Eh bien même sur les perles de la marine nationale, il y a des officiers qui font des erreurs de navigation. Une commission d'enquête l'a reconnu officiellement.
Le 12 janvier dernier donc, le Duperré talonne dans le Raz de Sein. Et que se passe-t-il quand un navire amiral est en difficulté ? Qui va chercher l'équipage et les ouvriers de l'arsenal qui sont à bord ?
— les bateaux de sauvetage ? la marine nationale ? Non. Ils ne peuvent pas s'approcher, la mer est trop forte !
— les hélicoptères ? non plus. Contrairement à ce que prétend France-Soir du 18 janvier.
— peut-il alors compter sur lui-même ? Non plus. Et c'est le plus grave. Après talonnage, plus d'électricité à bord. Et donc plus de radio, plus de phares et surtout plus de canots de sauvetage, parce qu'ils sont munis d'un système hydraulique qui marche... à l'électricité !

heureusement l'alerte est donné à l'ile de Sein, et c'est le canot de sauvetage de l'ile qui malgré les creux de 4-5 mètres, la violence du vent, en pleine nuit réussit à évacuer 217 personnes.
Ainsi donc, des chantiers de la marine nationale sortent des batiments bénéficiants dans certains domaines des perfectionnements de la technique, mais dans certains domaines seulement : les armes, les radars, sonars, etc... la sécurité, elle passe après. Le minimum n'étant même pas réalisé : plus d'électricité pour utiliser les canots de sauvetage !
On devine alors quelles sont les préoccupations de ceux qui conçoivent ces batiments ! Charger ceux-ci d'une foule d'appareils très sophistiqués, autant pour la détection que pour l'armement ou tout autre gadget fraîchement sorti des tiroirs de la science comme l'ordinateur de plusieurs centaines de millions du Duperré. Mais penser à la vie et aux conditions de travail de ceux qui vivent sur ces batiments, c'est une autre affaire !
Ainsi on en arrive à ces aberrations. Quand un navire-amiral talonne, son équipage n'a plus qu'a faire sa prière. Et compter sur les pêcheurs et sauveteurs du coin. **"on a frolé la catastrophe"** affirment les syndicats ouvriers de l'arsenal. **"tout est fait comme si rien ne devait arriver"**. Et pourtant il y a des talonnages, des chaudières qui explosent comme sur L'Aconit au milieu de l'arsenal.
C'est parce qu'il y a ces négligences, les erreurs dans la conceptions des bateaux et tous ces accidents que les comités de soldats réclament depuis leur création un contrôle sur les conditions de sécurité dans les bases et sur les bateaux.

"Tonnerre de Brest"

Rouge 21/3/78

armée

Accident mortel sur le Foch

« Mardi 28 février, un avion Alisé va être catapulté. Jean-Louis, quartier-maître, se glisse sous l'appareil pour mettre en place un massif de « Hold-Back ». Soudain, l'appareil se cabre et la crosse d'appontage fracasse la tête de Jean-Louis.

« Emmené à l'infirmerie du bord, puis une heure plus tard en Alouette, à Saint-Mandier, il meurt à l'hôpital inter-armée de Toulon.

« Une commission d'enquête militaire a été nommée. Que pouvons-nous en attendre, alors que dès le lendemain matin, le Pacha déclarait que c'était le « hasard », la « fatalité ». Dans son rapport ce dernier écrit : « Accident imputable aux risques exceptionnels spécifiques au métier militaire... » Le mercredi soir, le commandant en second rappelait à la télévision du bord qu'il fallait « être vigilant » rejetant par là sur Jean-Louis la responsabilité de sa mort.

« Il faut savoir que le travail aux catapultes est très dangereux. La catapulte elle-même et les avions sont cause d'accidents. Il faut y ajouter la non-formation du personnel, le rythme effrayant et épuisant du travail par bordée, tout cela pour être « opérationnel » ! C'est-à-dire, envoyer un maximum d'avions dans un minimum de temps.

« Ce n'est pas par hasard que les copains déclarent tous avoir la trouille de travailler là-haut sur le pont d'envol (...)

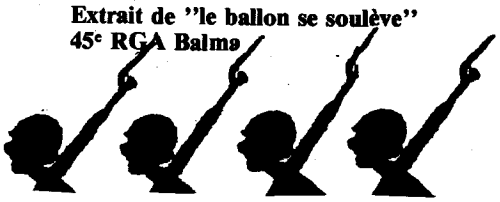
Des matelots du porte-avion Foch.

Levé à 6 h, tu traverses cette caserne froide pour aller prendre ce qu'ils appellent le jus. C'est alors que commence pour toi une nouvelle journée de soi-disant travail, disons d'abrutissement. Tu retrouves, dès le lever tes camarades avec qui tu partages ce semblant de vie, une vie qui se réduit à sa plus simple expression. Ton seul but devient de te faire petit, de ne pas te faire remarquer pour partir en permission le week-end. Pour un rien tu risques 10 tours de consigne, 16 jours d'arrêts... Tu trouves cela révoltant, ahurissant mais tu n'oses rien dire, de même que tes camarades.

Pourtant, tout le monde se dit : "tout de même pour ce qu'il avait fait, ils y ont été rudement forts, les salauds !" Alors le copain purge sa peine pendant que la vie reprend son cours et que chacun n'a pu retirer de cet événement qu'un peu plus de haine contre les crevures mais aussi de trouille. C'est le refuge dans l'individualisme en croyant que c'est le meilleur moyen pour s'en sortir. Alors on compte les jours et on fait pèter le score qui nous rappelle que la vie civile redeviendra la nôtre. Lors des sorties en ville avec les copains, nous essayons d'oublier et de retrouver un peu notre peau, ce que nous vivions quotidiennement avant. Ce n'est pourtant jamais complètement satisfaisant car il faudra rentrer dormir à la caserne et que les copains et les copines qui nous sont proches sont bien loin.

Durant une année entière de cette manière tu as l'impression de disparaître de la vie sociale entre deux permissions. Tout le monde est dans la même situation absurde, et pourtant il semble qu'aucune route ne se croise. Au lieu d'attendre, tout en subissant cette tristesse quotidienne, le jour de la libération, on peut essayer ensemble de lutter contre tout cela, d'en entrevoir l'implacable marche ; de réagir collectivement face aux attaques de la hiérarchie. C'est la seule façon de les faire reculer, d'imposer que nous soyons traités en tant que citoyens, en tant que travailleurs sous l'uniforme. Nous devons réclamer tous les droits que cela implique. C'est en brisant le mur du silence que la hiérarchie militaire veut nous imposer, en faisant connaître notre vie de soldats et en demandant l'appui à l'extérieur que nous pouvons faire que tout cela change si ce n'est pour nous , pour ceux qui nous suivront. Cela suffit, il faut qu'un grand **"non"** s'élève de derrière les murs de toutes les casernes.

Extrait de "le ballon se soulève"
45e RGA Balma



Droit de vote
41 RAMA

Que le général Merry, commandant de toutes les armées prenne position contre la gauche... c'est normal. Que le général Bigeard, tortionnaire de l'Algérie se présente aux élections et déclare : "si la gauche passe je prends le maquis"... rien que de très naturel. De même qu'il apparait tout à fait justifié que le capitaine Kersuzan fasse paraître dans Inforama quelques dessins anticommunistes.

Mais qu'une dizaine d'appelés du contingent se présente aux élections législatives pour faire entendre la voix des soldats, ou que nous demandions, surtout en période électorale, le droit d'expression, la liberté de lire toute la presse... Alors c'est interdit... pas de politique à l'armée.

C'est parce que pour nous tous la liberté de penser, d'être des hommes responsables, s'arrête au mur de la caserne, que le comité de soldats du 41° RAMa a rédigé une lettre ouverte aux partis politiques et candidats de la Fère, et à la presse nationale pour exiger qu'une information électorale sans exclusive soit effectuée à l'intérieur de la caserne. Votez, ce n'est pas seulement déposer un bulletin dans l'urne, c'est également s'informer. Comment les Réunionnais peuvent-ils voter sans même savoir qui se présente à la Réunion ?

Les élections doivent être un des moyens pour nous appelés de faire entendre nos revendications. Et pour cela, il nous faut la liberté de la presse, la possibilité de se réunir pour discuter et agir. Nous voulons que la politique, celle des ouvriers qui se battent, celle de toutes les classes exploitées ne s'arrête plus aux murs de la caserne. C'est pour cela que nous avons demandé aux candidats de venir s'adresser aux soldats dans le quartier et de soutenir nos revendications :

—les droits démocratiques élémentaires : liberté de lire toute la presse (pas de journaux interdits)

—nous dénonçons les manoeuvres policières de Guillou et autres flics de la Sécurité Militaire contre un appelé de la BCS afin de réprimer le Comité.

—nous refusons d'être des "moutons" bons à exécuter mais pas bons à choisir, nous dénonçons l'embrigadement qui vise à nous couper le plus possible de toute vie politique et syndicale pour pouvoir nous utiliser plus facilement contre les travailleurs.

Nous réaffirmons que soldats sous l'uniforme, nous restons des travailleurs.

Plus prompte à rechercher les rédacteurs de **"Halte au Feu"** qu'à résoudre les problèmes et les revendications des appelès, la hièrarchie militaire n'a toujours pas pris position sur la gratuité des transports que nous réclamons. Il est vrai, mon Colonel, qu'avec plus d'un million par mois et un chauffeur gratuit, le problème des transports ne vous concerne pas !

C'est même un renforcement des punitions, main dans la main avec la direction de la SNCF qui se fait jour. Arrêts et consignes pour avoir acheté un billet au guichet, menace de punition contre les appelès qui ont reçu des amendes dans le train.

Pour la SNCF, bien que payant, un bidasse n'est pas un client normal, il gêne, alors elle envoie ses contrôleurs avec des recommandations de sévérité; ainsi certains appelés de la Fère se retrouvent avec 170 F d'amende et pour être sûr que notre solde de misère paiera ce PV, la SNCF envoie directement l'avis au Colonel.

Nous dénonçons ces méthodes, non seulement les appelés voyagent dans des conditions inacceptables, mais en plus ils payent par mois en transport, largement plus que ce que leur permet l'aumône de l'armée.

D'autre part certaines de ces amendes sont illégales puisqu'il est permis sur les grandes lignes SNCF de payer son billet dans le train ou de présenter dans toutes les gares sa carte militaire oubliée le jour du voyage.

Le comité de soldats du 41° RAMa a donc alerté les syndicats de cheminots CGT et CFDT, FGAAC de cette situation.

Nous réclamons :

—la gratuité totale sur simple présentation de la carte militaire de chemin de fer.

—l'arrêt de toutes sanctions envers les appelés par l'armée suite à des plaintes de la SNCF.

Puis que la SNCF et le commandement s'entendent si bien, qu'ils en profitent pour amèliorer les horaires des trains et les conditions de voyage des permissionnaires !

Pour que cela change, signez massivement la pétition pour les transports gratuits qui circule dans la caserne.

---

la méningite ! maladie extémement dangereuse, contagieuse, milieu favoble pour la contagion : lieux de vie collective...

L'alerte de ces derniers jours a remis en lumière ce qui doit être un souci constant et primordial, en particulier dans le cadre d'une vie en groupe : la santé.

Plus encore lorsqu'il s'agit de la vie militaire où les lieux d'activité et les activités elles-mêmes : raids, manoeuvres, sports, réparations et entretien du matériel, sont très propices au développement des accidents et des maladies de toute sorte.

Cela nécessite donc une attention constante en ce qui concerne l'hygiène. En complément tout le monde doit avoir la possibilité de consulter un médecin si nécessaire et les soins proposés doivent être en rapport avec les besoins d'une caserne.

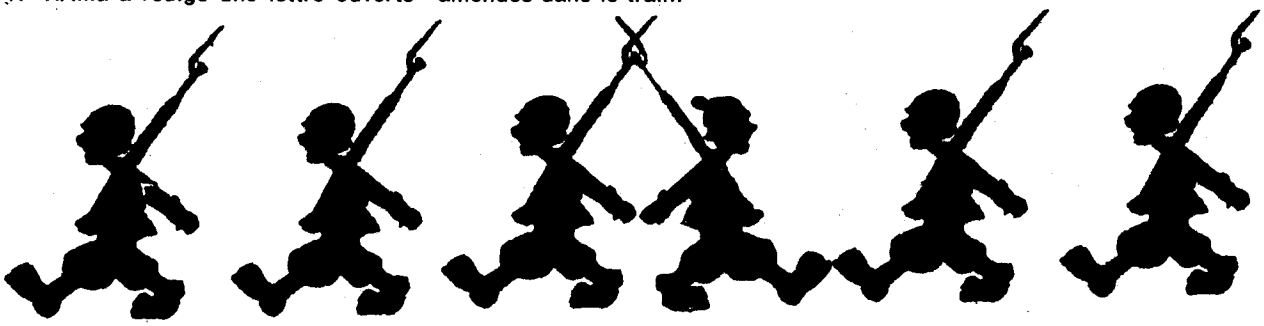
Certains diront : "tout cela, c'est pas nouveau ! On nous l'a déjà dit" Hélas les faits sont là : lors de sa dernière visite, le général-inspecteur de la santé s'est semble-t-il déclaré très satisfait, vu la rapidité de la revue. Eh bien refaisons ensemble la tournée des batiments,

En B 11 :

—des chambres surchargées et utilisées pour tout, faute de locaux adéquats : nettoyage des armes, repas (ration de combat), cours, activités diverses aprés 6 h, exceptionnellement, on y dort. Mais dans des couvertures jamais nettoyées, des draps changés une fois par mois.

—poste de garde : il faut aller à l'ordinaire laver la vaisselle, pas d'eau chaude ni de produits. Murs délabrés, lits encore plus serrés que dans les chambres, oreillers noirs de crasse, couverture infectes...

Extraits de "halte au feu"

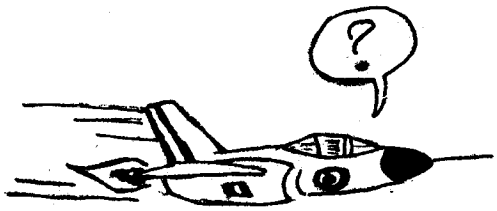


TROUVEZ L'AGITATEUR ...

La Cigogne en rogne

Le comité fait appel à tous les sympathisants à sa cause. La participation éffective est forcement limitée pour des raisons de sécurité. De plus, les risques que cela comporte ne tentent pas tout le monde.

Néammoins c'est sûr, un grand nombre d'appellés sont en accord avec la totalité ou une partie des objectifs du comité. Il est important essentiel même qu'ils le fassent savoir.



Comment ?

Le comité propose une action sans grands risques et d'une efficacité certaine. Il suffit pour cela que chaque sympathisant se mette à écrire des slogans, des remarques de son invention ou qu'il a entendu, partout où il le peut.

Appelons cela "une campagne graffitti". Chaque appelé qui veut exprimer son mécontentement, son soutien au comité, n'a qu'à écrire ce qui lui passe par la tête, là ou il peut le faire, sans trop de risques dans la caserne.

Attention ! Il ne s'agit pas de dégrader de façon systématique les locaux. Nous vivons dans des locaux et d'autres sont appelés à y vivre, donc pas de dégradation irréparable. Vous voyez ce que l'on veut dire. Un bon coup de feutre suffit. Ecrivez sur portes, fenêtres murs, au feutre, et cela de façon permanente, conti nuelle.

Quoi écrire ? Ce qui vous révolte ! ce que vous ne pouvez accepter ! Ce que vous souhaiteriez ! ou tout simplement Vive la cigogne en rogne, vive le comité !!!

Autres exemples : "Pour la liberté d'expression", "Transports gratuits"...

Une autre façon d'agir.

Vous êtes informés d'une situation particuliérement injuste, intolérable. Vous en parlez autour de vous comme vous parleriez de la pluie et du beau temps. vous en parlez à vos camarades en priant ceux-ce de faire de même ailleurs. De fil en aiguille, tout le monde le saura. C'est la "radio bidasse".

Elle peut-être trés éfficace. La nouvelle touchera ainsi un membre du comité de soldats qui saura alors quoi faire pour que cette situation intolérable soit sue et dénoncée. Le comité pourra alors tenter quelque chose.

Alors au travail !

Que les murs soient pleins de revendications légitimes !

Ce la au pire ne peut qu'inciter nos supérieurs à améliorer les locaux avec de la peinture neuve !

Et même s'ils nous obligent à effacer nous-mêmes ce que l'on a clandestinement écrit, qu'importe !

Il faut recommencer !

" TONNERRE DE BREST "

L'armée fera de toi un homme...

Pendant un an, les appelés sont opprimés quotidiennement. Nous, femmes, vivons aussi cette oppression à travers notre copain, notre mari.
C'est pourquoi nous avons choisi d'écrire cet article.

— pourquoi séparer l'appelé de sa femme ou copine, de sa famille, de ses amis, de son milieu ?
— pourquoi devons nous, hommes et femmes subir cette séparation forcée ?
— avec 240 francs par mois (même logé, nourri, vêtu) l'appelé ne peut que dépendre financièrement de quelqu'un. Pendant le service militaire, de nombreuses femmes rencontrent ce problème financier.

Nous sommes aussi concernées, nous soutenons vos différentes revendications (affectation sur le lieu du domicile, SMIG, perms hebdomadaire, etc.).

L'armée n'ignore pas l'importance du lien que nous représentons entre l'appelé et le monde extérieur puisqu'elle envoie à chaque femme d'appelé une lettre où il est dit : "Votre calme, votre optimisme lui permettront de faire face loyalement à l'épreuve que pourrait constituer pour lui le service militaire.
"— soyez prudente dans les nouvelles que vous lui adresserez.
— Encouragez-le s'il vous semble abattu.
— Usez de votre influence.
— Faites le rentrer à l'heure au quartier.
— Montrez-vous courageuse sur le quai de gare..."

Nous, femmes, copines d'appelés refusons de jouer ce rôle qu'on veut nous imposer.

Après avoir essayé d'exprimer comment nous ressentons l'armée à travers notre copain, notre mari, nous allons voir quelle est l'image de la femme véhiculée par l'armée.

LES FEMMES C'EST POUR QUI ?
—pour nous
COMMENT
—a poil
POURQUOI ?
—pour baiser

"T'es une gonzesse, t'as pas de couille"
"parce que tu crois qu'elle ne baise pas pendant que tu es ici ?"
"Elle n'a qu'à essayer pour se ramasser une tranglée ?"
"Tout le long du bois, j'ai baisé Jeanette, tout le long du bois, j'ai baisé trois fois, si vous avez des couilles, il faudra les montrer" (extrait d'un refrain de chanson de bataillon de chasseurs)
"un insigne = une pucelle"
"un gradé qui vient de supprimer la perm d'un gars : allez, t'iras tirer ton coup une autre fois, ça n'en sera que meilleur"

Voilà l'image que l'on vous donne de nous : la femme = pas de tête, un trou. On nous réduit à un objet de consommation au même titre que l'alcool et le tabac. Les marins, c'est bien connu : une fille dans chaque port , la femme attend et l'homme "viril" en dispose à son grè.
— les bordels fleurissent dans les villes de garnison, dans les ports, voire dans les casernes.
— les revues porno circulent dans les casernes (salut les bidasses, Jacula...)
— les photos de femmes nues dans des poses très suggestives décorent l'intérieur des placards et des casernes.

Nous refusons d'être des objets sexuels, nous vous demandons de le refuser, dénoncer et de combattre le sexime autour de vous dans votre caserne.

Le 19 novembre dernier, se tenait à Lyon une conférence de presse de soldats, représentant la coordination Rhône-Alpes des comités de soldats. L'objectif de cette conférence de presse était de rendre publique et de lancer une pétition nationale pour l'obtention des transports gratuits et le droit aux permissions. Qui ne connait pas en effet les conditions scandaleuses qui sont imposées aux soldats pour leurs déplacements ?
Non seulement nous devons avec une solde de misère (250 francs par mois) payer en partie nos déplacements, mais il nous faut en plus supporter les trains surchargés, perdre parfois des heures parce que la permission commence après le départ du train. Tout ceci pour ne bénéficier que de quelques heures de repos car le temps de voyage fait partie des fameuses "48 heures".
C'est pour toutes ces raisons qu'une coordination régionale de comités de soldats a décidé de lancer cette pétition nationale qui circule depuis plusieurs mois déjà dans les casernes.
De plus, nous pensons que notre lutte rejoint celle des travailleurs. En effet, nos revendications sont bien souvent celles des travailleurs dans les usines et les bureaux : décompte du temps de transport sur le temps de travail, conditions de transports décentes, droit de repos hebdomadaire de 2 jours, conditions de sécurité, etc.
Avant d'être soldats, nous-même étions souvent des travailleurs, membres de syndicats, étudiants, chômeurs parfois, et nous voulons conserver nos liens avec notre milieu d'origine.
C'est pourquoi nous pensons que le mouvement des soldats s'inscrit dans le combat des travailleurs dont il ne saurait être dissocié.
C'est pourquoi enfin nous appellerons les syndicats, les confédérations syndicales et les organisations ouvrières à nous aider dans cette bataille pour briser l'isolement qu'on veut nous imposer et le mur de silence qui entoure nos luttes.
Nous vous demandons donc de nous soutenir dans notre lutte en la popularisant auprès de vos adhérents (tracts, affichage, journaux...) et en prenant position par voie de presse, lettres, etc...
C'est en renforçant les liens entre le mouvement ouvrier et le mouvement des soldats que nous pourrons arracher à la hièrarchie militaire nos revendications.

Comité de marins de Brest

L'appel des 100 cases
La cigogne en rogne

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	A	N	■	B	I	G	E	R	R	D
2	B	■	O	R	■	■	T	R	I	O
3	R	A	C	I	S	M	E	■	A	T
4	U	P	■	■	M	E	S	S	■	■
5	T	P	F	A	■	R	■	O	I	E
6	I	E	■	C	H	I	L	I	■	L
7	■	L	U	■	■	G	R	E	U	E
8	C	E	N	T	■	N	■	■	V	V
9	•	■	I	■	R	A	P	I	P	E
10	L	A	R	Z	A	G	■	A	M	E

Horizontalement :

1- durée d'un embrigadement - tortionnaire en colonel, démagogue en général. 2 -le moins que l'on puisse dire, c'est que les appelés ne roulent pas dessus - Bourges, Bigeard et Massu en forment un sinistre. 3 -nos camarades réunionnais en sont constamment victimes - ne fréquente pas l'aumônier (épelé). 4 -Sélect (épelé). restaurant pour les officiers, gargotte pour les autres. 5 -instrument d'injustice militaire (sigle) - certaines crevures voudraient nous faire marcher à son pas. 6-la fin de la patrie ! - pays où l'armée montre son vrai visage. 7 -l'ECHO doit l'être attentivement - l'armée de l'air a brisé celle des aiguilleurs du ciel. 8 -leur appel a été entendu - consonne double. 9 -parions que la réforme du réglement militaire ne le sera pas. 10 -l'armée ne pourra pas le prendre aux paysans - celles des canons est sans doute moins noire que celle de bon nombre de crevures.

VERTICALEMENT :

1 -ce que la hiérarchie voudrait que tout appel é soit - pas aux mains de beaucoup d'engagés. 2 -souffre-douleurs ou main d'œuvre bon marché, au choix des crevures. 3 -langue vivante - Rôle des comités pour les soldats. 4 -Début de brimade - Ce qu'on envie de crier les appelés (épelé). 5 -Organe de persécution des appelés (sigle) - Tête de rampouille. 6 - Son aéroport, sa base, ses comités de soldats... 7 -Synonyme de vacances sauf quand on est dans une caserne - Appelèrent (épelé).

8 - Début de l'armée... ou d'arnaque - Tissu inconnu au magasin d'habillement - Voyelles de bidasse 9 - Fjord breton - Syndicat des soldats hollandais (sigle). 10 - Instrument de guerre civile (sigle) - On ne peut pas dire que notre solde le soit tellement.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	A	N	■	B	I	G	E	R	R	D
2	B	■	O	R	■	■	T	R	I	O
3	R	A	C	I	S	M	E	■	A	T
4	U	P	■	■	M	E	S	S	■	■
5	T	P	F	A	■	R	■	O	I	E
6	I	E	■	C	H	I	L	I	■	L
7	■	L	U	■	■	G	R	E	U	E
8	C	E	N	T	■	N	■	■	V	V
9	•	■	I	■	R	A	P	I	P	E
10	L	A	R	Z	A	G	■	A	M	E

Le jeudi 23mars le général responsable des transmissions dans l'armée de terre, passera la journée au 121° CT. A ussi avons nous cru bon de lui adresser la petite lettre qui suit, ne serait-ce que pour lui rafraichir la mémoire en ce qui concerne l'affaire Berthelot. La mort de notre camarade semble en effet avoir bien vite été oubliée. Sans notre intervention auprés de la presse, elle aurait été passeé sous le silence le plus total.

Mon général,

Apprenant votre venue au 121° CT de Montargis le 23 mars, nous nous permettons de remettre à jour quelques points qui, nous semble-t-il risquent de passer sous silence. Et pourtant, comment peut-on oublier déliberemment la mort d'un jeune homme de 20 ans ?

Au cours d'une manœuvre du mois de novembre, un de nos camarades de la section radio Bruno Berthelot, sur ordre des autorités, monte une antenne prés d'une ligne Haute-tension. L'accident prévisible se produit et Berthelot tombe foudroyé. Aucun soin de premiére urgence ne lui est prodigué, et faisant fi des régles élémentaires de secourisme (un électrocuté doit être secouru sur place) notre camarade est transporté à l'hopital où il meurt.

La fatalité mon général ? **NON**, pas en de pareilles circonstances ! Et Berthelot n'est pas un cas isolé, une centaine de morts en 2 ans, des milliers de blessés !

Nous invoquons pour notre part dans le cas de Berthelot, comme pour les milliers d'accidents qui l'ont précédé, l'irresponsabilite et l'incompétence de certains cadres, la non application ou l'inexistence de régles de sécurité.

Aussi, avec le comité de soutien (réunissant CFDT, CGT, FO, FEN, PC, PS, MAN...) nous exigeons l'ouverture d'une enquéte civile qui, seule pourra rétablir toute la vérité et la part irréfutable de vos responsbilités dans cette affaire !

Vous allez inspecter les locaux du 121° briqués à neuf... de la veille, passer en revue des troupes fraichement "asseptisées". Votre numéro de "clown de parade" est, reconnaissons le, au point. Mais la représentation terminée, les décors s'éffondrent, les masques tombent et les problémes réapparaissent dans leur véritable dimension. Chaque jour la sécurité dans le travail, le respect et la liberté de l'individu, les conditions de vie se dégradent dans notre caserne et dans les centaines d'autres en France.

Mais le temps de la résignation et de la passivité est révolu, le mécontentement augmente, la révolte s'affirme. La mascarade que sera votre intervention du 23 ne fait que renforcer ce ras-le-bol. Elle nous apparait comme un véritable affront à la mémoire de notre camarade Berthelot, une lamentable mise en scéne visant à couvrir l'ingérence et la bêtise de votre systéme.

Mon Général, cette lettre est un des moyens que nous nous donnons actuellement pour dénoncer le plus largement, et pour lutter contre cette armée, dont vous êt es l'un des pi liers et qui se donne le droit d'embrigader pendant un an et parfois même de tuer des appelés...

Veuillez croire, mon général à notre détermination pour que toute la lumiére soit faite sur la mort de notre camarade.

Le comité de Montargis
EAT 121 CT

Tourisme à Verdun

Verdun. Une petite route qui monte à travers la forêt. Au bout de quelque kilométres les camions s'arrètent sur une grande esplanade. Sous les bâches des camions nous ne voyons pas où nous sommes et attendons l'ordre de descendre.

Il n'y a que quelque jours que nous sommes militaires. Notre coupe de cheveux est toute fraîche, nos treillis propres et nos Rangers non assouplies nous blessent les pieds. Le matin au rapport le capitaine a annoncée qu'aujourd'hui nous allions visiter les champs de bataille de la guerre de 14-18. Pour beaucoup d'entres-nous, la bataille de Verdun c'est une énorme boucherie, un massacre sans précédent et certains de nos grands pères ont passé là quelque semaines ou quelques mois et y ont été mutilés. Le grand père d'un copain a été gazé, un autre amputé, un autre trépanné... sans parler de tous leurs camarades qui ne sont jamais revenus.

Nous sautons des camions et on s'aligne pour le rassemblement. Devant nous un énorme monument en forme de demi-cilyndre surmonté en son milieu d'une tour comme un grand phare : l'ossuaire de Douaumont entouré par une immense forêt d'epicéas.

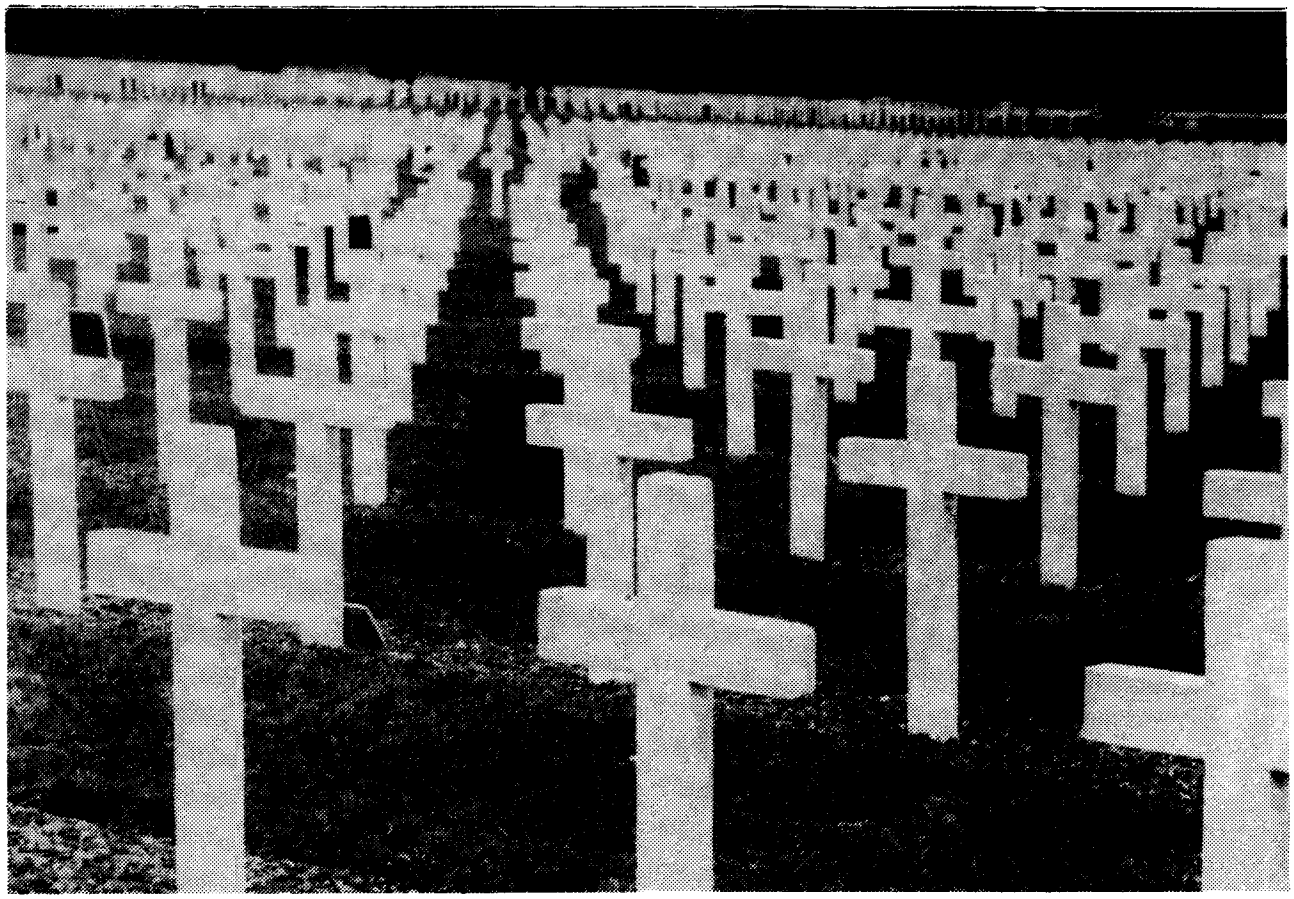
Un vieil aumonier nous accueuille. Un homme agé complétement traumatisé, militariste jusqu'au bout des ongles. Il n'a retenu de la bataille de Verdun que le côté anecdotique, morbide, y investissant toutes les valeurs les plus réactionnaires : l'armée, la patrie, l'honneur, la famille, le travail... Son discours est significatif : "les jeunes de votre âge qui ont tout quitté pour défendre ici notre patrie... c'est grâce à eux que nous sommes libres aujourd'hui... vous allez bientôt voter : sachez qu'il ne faudra pas voter pour ceux qui prônent la violence ou pour ceux dont l'action conduit à la violence si vous ne voulez pas vous même revivre l'enfer de Verdun...".

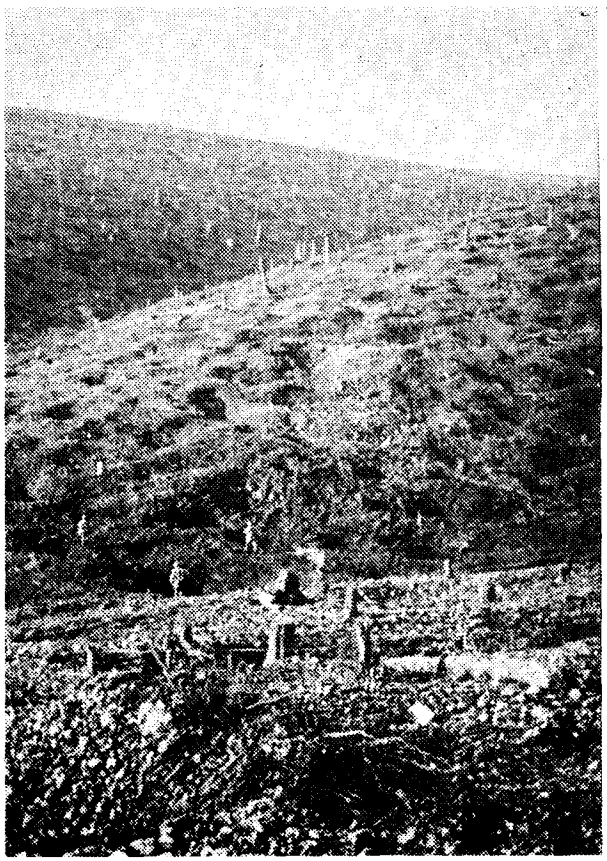
De plus ce curé reste enfermé au milieu de tombes et toute sa vie, il l'a passé à gratter la terre de verdun pour y retrouver des ossements qu'il classe bien soigneusement. Ainsi l'ossuaire présente un aspect "malsain" qui prouve le traumatisme de ceux qui l'ont conçu : de l'intérieur c'est une sorte de chapelle ardente, un grand tunnel dont les parois sont recouvertes de plaques commémoratives. Sur les côtés de grands cavaux de marbre noirs... à l'extérieur correspondant à chaque cavaux des vitres par lesquelles on voit au milieu des araignées des tas d'os bien triés : crânes défoncés d'un côté, fémurs et tibias de l'autre, vertèbres et côtes au milieu se disputant l'espace aux omoplates... Un voyeurisme que l'on s'explique mal. Si ce n'est par le culte du sacrifice pour la "patrie", pour la "liberté" et pour frapper les visiteurs, qu'ils soient touristes et surtout bidasses : "voyez-vous ce que vous risquer si vous votez mal...".

Après la séance discours historiques, projections de films d'époque (cinéma vérité sur les gaz, les mortiers...). Promenade libre sur le site : au pied du monuments des alignements de croix blanches à perte de vue sur une pente légère... des croix, des croix...

Puis la visite un peu plus loin du musée de Fleury : reconstitution du terrain labouré des casques troués d'éclats, des camions disloqués des lettres de bidasses, le tableau lumineux des différents épisodes de la bataille sur le mode match de foot : "à la mi-temps ici les troupes françaises, là les tranchées allemandes, 2 semaines plus tard changement de décor... le score varie..."

De Fleury on voit à vol d'oiseau 1,5 km, la tranchée des baïonettes. Des mois de batailles, d'avancées, de reculs, des





dizaines de milliers d'hommes dans cet espace réduit sous le tir ininterrompu de l'artillerie, les assauts, un régiment était relevé quand il avait 75% de perte et parfois ce taux était atteint en 2 jours !!! Ceux qui revenaient, étaient sourds ou fous. On discute entre nous. Ce qu'ils nous racontent n'est qu'une partie de la réalité : pas un mot sur les révoltes, les mutineries, la fraternisation avec l'ennemi, dont nous parlent dans leurs récits certains anciens de Verdun.

Tel jour le PC d'un régiment se réveille encerclé par ses soldats "des perms ou on vous fait la peau...", des tranchées où l'infanterie allemande et française fraternisent "on nous envoie nous battre dans l'enfer sans savoir pour qui, pour quoi" et en réaction l'artillerie française qui raccourci son tir et pillonne les tranchées... françaises : les soldats français qui reculent et chargent à la baïonette les artilleurs français qui n'avaient fait qu'obéir aux ordres sans savoir qu'ils tiraient sur les copains.

La boue de Verdun où hommes, chevaux, matériel, s'enlisaient, où chaque position pouvait changer d'occupants plusieurs fois dans la même journée. Les tirs qui ont labouré la terre à raison en moyenne de plusieurs obus par M^2...

60 ans plus tard les arbres ont repoussé, recouvrant toute la région d'un linceul vert. Mais le terrain est encore bouleversé et dangereux. En se promenant ce ne sont que tranchées, trous d'obus se juxtaposant sur d'autres trous d'obus. Sous les pieds des vieux bouts de fers rouillés : frises, grillages, poteaux, grands casques et obus, non encore ensevellis. Sans parler de ce qu'il y a sous la mousse. A verdun c'est la "zone rouge" les mouvements sont très contrôlés, le feu y est interdit. Sur les routes des monuments des panneaux dans la forêt : "ici était Ornes" , "ici était Vaux, Fleury, etc."

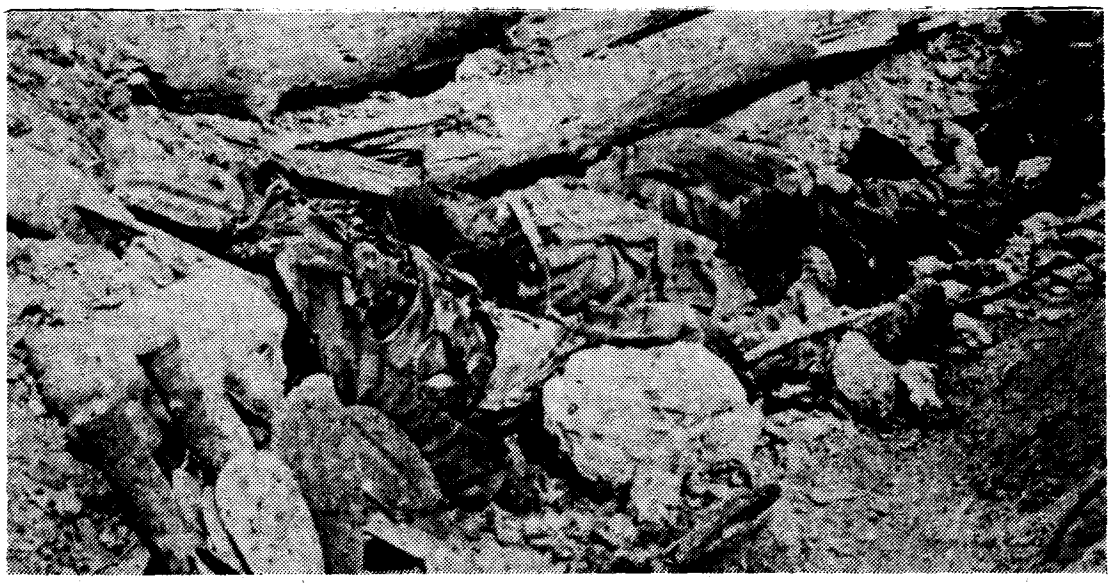
60 ans plus tard, Verdun vit à l'heure de la guerre de 14-18 Dans chaque boutique des petits canons, des petits monuments dans des douilles d'obus de 75, des livres militaristes vantant l'héroïsme de nos grands pères ou celui du pigeon de Verdun... cité à l'ordre de l'armée à titre posthume !

Bien que tout cela soit fini, Verdun est toujours traversé toute la journée par les véhicules militaires et du fort de Douaumont, certains jours on entend le tir des mitrailleuses, s'entraînant à quelques centaines de mètres au champ de tir de la Wavrille, ou les balles de 12,7 continuent le travail et perpétuent le souvenir de la grande boucherie où tant de jeunes paysans de cette époque y ont laissé soit leur vie, soit leur santé.

A Verdun la terre est faite d'argile et de chair humaine, labourée par l'acier et le plomb.

Et tandis qu'à l'arrière certains chantaient les mérites de Rosalie (la baïonette) qui partait au combat toute blanche et revenait de la tranchée dans sa robe rouge (sic !) d'autres mourraient ou devenait fous à une époque où dans les tranchées on murmurait que sur le front de l'Est rien n'allait plus pour le pouvoir russe.

Une petite visite bien instructive pour les bidasses d'aujourd'hui que nous sommes. La hiérarchie a peut-être voulu nous remonter le moral à quelques jours de l'incorporation !



Si Berlin m'était conté :

L'armée s'amuserait-elle à jouer les clubs méditérranée ? C'est ce que l'on peut se demander en voyant les "séjours touristiques" à Berlin organisés par le Service d'Action Sociale des FFA.

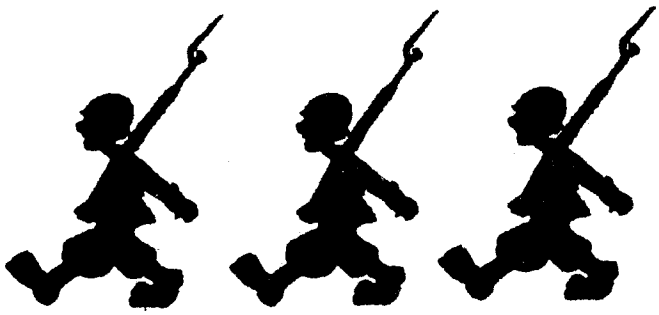
Chaque semaine, une vingtaine de bidasses choisis parmi les appelés stationnés en Outre-Rhin ont le privilége de visiter l'ancienne capitale allemande. Visites guidées en car, "gentil guide animateur", logement dans un hôtel, tout y est.

Pourquoi diable la hiérachie militaire met-elle sur pied de tels voyages ? Par pure générosité diraient les naïfs. En fait, ces séjours ont deux fonctions : la premiére est d'en faire une récompence pour les soldats qu'elle juge "méritants", c'est à dire les fayots (en ces temps où la contestation secoue la grande masse du contingent, mieux vaut chouchouter ceux qui s'en détournent). La seconde fonction (et la plus importante) est en tirant parti de la caricature de socialisme qu'est la RDA, d'administrer aux bidasses participant au séjour une belle leçon de propagande anti-populaire. Durant toute la visite, le "gentil guide animateur" insiste sur l'opulence apparente des principauxquartiers de l'Ouest tandis qu'au delà du mur...

Le mur, on le sillonne du sud au nord et cela vaut de longs couplets contre les théories de la haine et de la violence. Naturellement, la division de ville en deux est présentée comme étant le fait principalement des "russes".

Le spectre du rouge, du popov, ça sert à tout justifier. Ainsi le commandant chargé de faire une conférence sur l'histoire de la ville juge-t-il bon d'expliquer le nécéssité de la présence de troupes françaises en allemagne fédérale. "C'est pour protéger nos frontières. Supposez que nous partirons rien n'empêcherait les russes d'envahir l'Allemagne de l'Ouest, qui dit qu'il s'arréterait au bord du Rhin ?". C'est sans doute pour la même raison que, Giscard envoie des troupes au Tchad et au Sahara ! Naturellement, on a aussi droit au couplet sur les "terroristes de la bande à Baader". En particulier, on demande aux bidasses participant au séjour de ne pas s'attarder devant les batiments officiels style consulat américain...

On pourrait recevoir un pavé lancé par quelques gauchistes "en lutte contre l'impérialisme !" Quand en fin de compte, on apprend que l'officier chargé de faire le topo est un ancien membre du 2e bureau, autrement dit un ex-barbouze, on voit le niveau de la conférence.



Une aprés-midi est consacré à une visite de Berlin-est. Alors là c'est la grande intox : on insiste sur l'austérité apparente des quartiers, on nous fait voir un monument "contre le militarisme et le fascisme" avec deux soldats en faction dans un garde à vous impéccable et qui sont relevés toutes les demi-heure par une escorte marchant au pas de l'oie ! Le "gentil guide animateur" a alors beau jeu de dire : "Vous voyez ici, ils se disent anti-militaristes mais les jeunes se battent pour faire les gardes". Tout est de la même veine...

A la fin du séjour, les bidasses qui ont participé doivent faire un bref compte-rendu (qui sera visé par leur chef de corps) histoire de voir si la leçon de propagande a bien porté ses fruits. Une derniére chose pour terminer : Le commandement sépare les participants au séjour à Berlin en deux. D'un coté les étudiants qui seront logés à l'hotel, qui pourront visiter des musées, faire un séjour "plus culturel", de l'autre ceux qui n'ont pas le bac seront logés au quartier Napoléon (la caserne française de Berlin) ils n'auront pas le droit aux visites de musées (comment un jeune travailleur pourrait-il apprécier un tableau). Aprés ça, on voudrait nous faire avaler que les divisions de classes à l'armée, on connait pas ! !

⊙ ⊙ ⊙ ⊙ ⊙

1500 soldats à 20 heures de train de Paris

UN APPEL DE BERLIN

Vous même, votre fils, votre frère, appelé demain à SP 69156 : Berlin.

Des appelés à Berlin... Oui il y en à 1 500 !

Suite aux accords quadripartites après la Seconde Guerre mondiale, ils sont les seuls du contingents à être opérationnels. Un incident au mur, une prise d'otages, un coup dur et le contingent entre en action ! Ceci justifie une mobilisation permanente.

Berlin c'est aussi :

— à l'autre bout de l'Europe (15 h de train militaire depuis Strasbourg) ;

— le travail le samedi matin, contrairement au régime métropolitain ;

— l'interdiction de passer le week-end entier à l'extérieur de la caserne ;

— le chantage au port de l'uniforme pour bénéficier de la gratuité des transports en commun (très chers par ailleurs : 3 F le ticket de métro) ;

— la dépréciation de la solde par rapport au mark, (plus de 8 % de baisse de pouvoir d'achat depuis six mois pour un appelé), alors que les engagés ont de multiples avantages financiers.

En conclusion, nous demandons :

— des permissions tous les mois (temps de voyage non compris) ;

— libre choix des dates de permission ;

— la gratuité des transports à Berlin ;

— l'autorisation de passer un week-end complet en dehors de la caserne ;

— une solde égale au SMIC.

Le 1er mars 1978
Un groupe de soldats du 46e RI de Berlin

16 appelés atteints de gelures aux 2e et 3e degrés, une quarantaine d'autres au premier degré

« Voici les faits : au 159e régiment d'infanterie alpine, la semaine du 19 au 24 mars, devaient se dérouler des manoeuvres en montagne, partant de Briançon, sur la vallée de l'Izoard, vallée du Queyras, vallée des Fonds.

« A partir du 20 mars, le régiment s'est divisé en deux : défenseurs et attaquants. Les premiers se sont installés dans la région de Cervières tôt le matin. Les attaquants devaient prendre Cervières, partant de Montgenèvre, franchissant la crête des Gondrans. Alors que le temps semblait instable et que la météo annonçait des prévisions défavorables pour toutes sorties en montagne, les alpins, partis skis sur l'épaule, ont fait huit kilomètres pour rejoindre Montgenèvre, portant une charge d'environ trente kilos. Puis, ils montèrent vers la crête des Gondrans alors que la tempête débutait et aucun ordre ne fut donné d'interrompre la progression.

Huit heures dans la tempête

« Arrivée à la crête, la deuxième compagnie, après une halte où certains eurent quelques gelures et où le capitaine faillit perdre la vie après avoir traversé une corniche, se dirigea vers un refuge. Après de nombreuses hésitations, la première compagnie, arrivant plus tard à la crête, monta ses tentes alors que le vent redoublait de violence. Certains hommes avaient des gelures et la décision fut prise alors d'effectuer la descente sur Montgenèvre.

« Celle-ci fut terrible, dans le brouillard et la tempête et avec la nuit tombante, quelques-uns se sont perdus. Ce n'est qu'après huit heures passées dans la tempête qu'ils rejoignaient enfin les camions.

« Bilan : seize appelés atteints de gelures aux extrémités (doigts, orteils, oreilles) au deuxième et peut-être au troisième degré, évacués par hélicoptère sur l'hôpital militaire de Laveran à Marseille. Une quarantaine d'autres atteints au premier degré au visage, aux poignets ou aux mollets (parties mal protégées du vent par l'équipement inadapté aux conditions).

« Où sont les responsabilités ?

« Pourquoi les troupes alpines partent-elles en montagne en hiver sans un matériel réellement approprié (les chaussures sont perméables alors qu'il existe des exemplaires à chausson isotherme ; gants perméables : nous n'avons ni gants de laine ni soie fournis dans ces occasions ; une simple casquette fourrée qui ne protège en aucun cas le visage ; aucun émetteur-récepteur utile en cas de corps enfoui sous une avalanche alors l'armée en possède) ?

« Pourquoi cet épuisement à pied jusqu'à Montgenèvre alors que des camions étaient prévus et que la voie fut dégagée ? Pourquoi ce risque pris de faire partir les alpins alors que la météo n'autorisait aucune sortie en montagne ?

« Pourquoi nous avoir fait partis de Montgenèvre alors que la tempête commençait à se lever ? Pourquoi, alors que nous étions engagés dans la tempête, nous avoir fait continuer la progression ?

« Les responsables sont au plus haut niveau du régiment : ceux qui disent notamment que les troupes alpines doivent être opérationnelles par tout temps et tout terrain, que les alpins doivent être fiers d'avoir engagé une telle épreuve de force avec la montagne.

« Nous exigeons que toutes les mesures de sécurité soient prises durant les sorties en montagne. D'autre part, nous estimons que la lumière doit être faite sur cette affaire et les responsables sanctionnés en conséquence. »

Comité de soldats du 159e RIA de Briançon, le 25 mars 1978

ROUGE (28 MARS)

y aurait-il un mouvement des soldats du feu ?

Nous avons démontré dans la premiérepartie de notre enquéte en quoi les pompiers de Paris étaient militaires. Nous terminons par unequestion ouverte : y a-t-il des pompiers pour se révolter contre leur condition ? cette révolte s'approfondit-elle, s'organise-t-elle ? à l'exemple du mouvement des soldats, appelés et engagés dans d'autres corps.

La réponse, que nous avons trouvée auprés d'un Sapeur Pompier (S.P) qui a cherché lui-même à construire un tel mouvement, est à la deuxieme question, négative. Il l'explique par le perpétuel balancement entre pompier et militaire dans lequel est prise la majeure partie la masse des pompiers parisiens. Voici les éléments qu'il nous a fournis au cours d'une discussion enregistrée.

POMPIERS : CIVILS ET MILITAIRES

Les pompiers se divisent en trois catégories : il y a les pompiers bénévoles -un boucher, un boulanger, un os... enfin un gars qui fait ses 8 heures par jour et qui, lorsqu'il entend la sirène, laisse tomber son boulot et va au feu.

Ensuite il y a le pompier professionnel qui est employé municipal. Il n'a rien à voir avec l'armée (bien que souvent il en vienne).

Enfin, il y a le pompier militaire tel qu'à Marseille et à Paris. C'est unique au monde ...

Les pompiers professionnels n'aiment pas les pompiers militaires, à cause du militarisme mais aussi parce qu'il leur reprochent de ne pas savoir leur boulot.

Et c'est vrai que la plu part des SP de Paris n'ont qu'un an ou 2 de métier puisque le plus souvent, on s'en va au bout du premier contrat, au moment où on devient opérationnel. Il y a donc un renouvellement permanent.

A Paris, le systéme qu'on emploie, c'est un systéme pour sécuriser le public. On envoie beaucoup de véhicules, on fait beaucoup de bruit. Mais seule un infime minorité a l'expérience réelle du feu.

LES POMPIERS ET LE MILITARISME

Quand je me suis engagé à la brigade, je croyais que c'était pour secourir les gens, pas pour porter un fusil ou faire des "présentez-arme". J'ai été profondément déçu quand, à Villeneuve-st-Georges lors de mon instruction, la premiére chose qu'on m'a mis dans les mains ce fut un fusil. Je m'attendais à ce qu'on me présente une lance ou un tuyau... On m'a donné un fusil et appris à tirer à 300m à genoux et couché.

L'esprit militaire, on le ressent tout les jours, ne serait-ce que dans le rassemblement, dans le fait qu'on ait les bottes brillantes, qu'on se fasse engueuler si le veston de peau est tâché, si le casque n'est pas propre. Si je me présente mal rasé au rassemblement, je me fais "foutre dedans" et j'attrappe 8 tours de consignes...

L'aspect le plus révoltant, ce sont les corvées. Le samedi, un grand lessivage de la caserne. Le sergent passe le doigt au dessus de la porte pour vérifier s'il n'y a pas de poussiére ou bien, comme je l'ai vu, ordonne à un pompier d'ouvrir son placard et de lui sortir sa chemise blanche (tenue de sortie). Il la lance entre les lits sur le parquet, le gars la lui raméne si elle est sale, il faut recommencer les corvées ! (alors qu'on nous change nos draps unefois par mois ou, dans certaines casernes unefois tous les deux mois...)

Oui, il y a des gars qui se révoltent : "vous n'avez pas le droit, c'est inhumain !" . Un caporal ne fait pas de corvées. Ce n'est pas grand chose mais ca suffit à faire une grande différence. Il y a aussi une grosse barrière entre les anciens et les "piafs". Les piafetons mangent en bout de table et font souvent les bonnes des anciens...

J'avais vraiment l'intention de partir. Seulement pour partir, il faut un compte-rendu comme quoi tu n'es plus volontaire pour rengager. Je l'ai fait. Le capitaine m'a convoqué et m'a dit : "vous êtes un bon élément, bien noté point de vue ardeur au travail. Ecoutez, si vous restez, moi je vois pour vous un trés grand avenir. Je vous vois trés bien adjudant d'ici 15 ans. Vous savez, dans le civil, il y a un million de chômeurs.." Quand il parlait, j'avais des échos de Marseillaise derriére la tête !

Et puis j'ai vu ma famille : "vieux j'en ai marre, je veux me casser de la brigade !". Mon pére m'a enguelé : "il te reste 10 an s à faire et tu sortiras avec 1500F par mois et tu pourras toujours trouver un petit travail à coté"... Je suis tombé dans le panneau et j'ai repris 3 ans, avec une prime de 6000 F de réengagement (10000 F pour 5 ans).

COMMENT PEUT ON DEVENIR SP ET LE RESTER ?

Je suis rentré à 17 ans. A 17 ans, on ne peut pas dire qu'on soit formé. L'armée en profite pour te casser le peu de résistance que tu as et t'amener à son niveau.

Moi, j'ai continué par peur du chômage. J'ai peur de me retrouver dans le civil. On m'a toujours dit dans la brigade, "t'as plus qu'à ouvrir la bouche, t'as le truc tout rôti !". Dans le civil, si tu fais une connerie, on te fout à la porte. Ici, on te "fout dedans", tu paies des jours d'arrêt mais tu restes dans ton boulot. Tu as la paie qui tombe...

J'ai 6 ans d'ancienneté . Je touche 3300F/mois. Je paie 11F/jour de repas. Nous sommes 6 par chambre. Pas de loyer ni de charges.

LES POMPIERS ET LE MOUVEMENT DES SOLDATS

Les gars ne se sentent pas concernés, C'est ça justement la tromperie. Parce que le commandant dit "on n'est pas des militaires, on est des pompiers".

Tous les ans a lieu une réunion. Le général y participe. C'est la réunion des "hommes du rang de liaison ". L'homme de liaison est délégué par caserne. Il transmet les revendications. On lui répond " se référer à l'article un tel n° tant du code tant, c'est impossible".

A force de remettre ça, on a une satisfaction minime deux ou trois ans aprés.

La revendication pricipale : nous réclamons des heures de repos en plus.

LA SECURITE

Il y a beaucoup d'accidents. Certains les acceptent comme "les risques du métier"...

- Ya-t-il des régles de sécurité ? sont-elles respectées ?

Oui mais ces régles sont souvent débiles. Je prend l'exemple de la piqûre anti-grippe. Tu n'es pas obligé de la subir. Mais déja si tu refuses, tu es marqué, repéré. Ensuite, si tu attrapes la grippe, tu es puni...

- Est-ce que tu as le droit de refuserune intervention que tu juges trop dangereuse ?

En principe oui, mais tu deviens la risée du régiment et ça te suit tout le temps. C'est mortel dans le contexte...

- Et quand un camarade meurt ?

On le met sur le compte de la fatalité. Les mecs ne se sentent pas concernés. Au centre de secours de Grenelle il n'y a pas longtemps, ils ont simulé un incendie mais en mettant des produits détonants pour corser l'affaire. Il y a eu une explosion : 3 recrues sont mortes.

La hiérarchie a fait un gros baratin sur les victimes. Ceux qui se sont révoltés ont été mutés.

POMPIERS ET POLITIQUE

Pour la période des élections, on a vu des notes de service annonçant des cours d'instruction civique. Ils n'ont jamais été mis en pratique. On nous dit "allez voter" seulement on à pas le droit d'en parler, d'échanger nos idées. Il y a la presse interdite (les titres sont affichés)...

Autrement, il n'est jamais question de politique, si ce n'est celle de fermer ta gueule et d'obéir, pas plus de droite que de gauche. Entre nous, on politise des fois, mais ça ne va pas loin, c'est vite étouffée.

Tel est l'univers des pompiers de Paris, fermé sur lui-même, en marge d'une population de travailleurs qu'on a peur de venir rejoindre... où prédominent la misére sexuelle, phallocratie ("gonzesse enculé, pédé !" les insultes courantes) et surtout le racisme ("on n'est pas des crouilles !" l'expression préférée du pompier).

Ce racisme, dans l'état de sous-politisation dans lequel le SP est maintenu, constitue du reste une certaine politique Ignorant des missions anti-populaires qu'on pourrait lui confier, pris en charge à 100%, le SP a, lui, la possibilité de résilier son contrat et d'échapper ainsi à une condition qui le révolterait à juste titre.

Notre rôle dans ce contexte n'est-il pas de briser son isolement et lui révéler les attaches qui le lient au mouvement des soldats.

Il y a des traditions au cul qui se perdent

Il existe une tradition qui a disparu en ville mais qui est restée à la campagne et dans le milieu ouvrier, dans la région en tout cas : ce sont les conscrits. C'est un phénomène qui peut paraître secondaire, mais qui en fait touche encore un assez grand nombre de jeunes, et joue un rôle important dans la perception que ces futurs appelés auront de l'armée. Ils se regroupent, font des sorties, se réunissent très régulièrement, sous l'autorité morale d'une "marraine". Sous des airs folkloriques et bon-enfante, cette institution est une préparation efficace à l'armée : l'école a inculqué certaines attitudes déjà, par la contrainte (l'obéissance, l'acceptation de la hièrarchie, ou la feinte de cette acceptation) Les conscrits, eux, apprennent plutôt un "état d'esprit", librement et en le recréant presque d'eux-mêmes.

Tout d'abord, être conscrit, c'est passer dans le monde des adultes, c'est se libérer de l'autorité des parents, pour beaucoup. Le passage d'une structure aliènante à une autre structure encore plus aliènante n'est pas encore perçu : on sort, et c'est ça qui compte ! On va aussi visiter d'autres régions, d'autres pays (les conscrits que nous avons rencontrés préparaient une sortie en Allemagne). Et ce qui est important, c'est qu'on soit reconnu, non pas comme "une bande de jeunes", mais comme un groupe organisé, une institution qui a sa place dans la société, organisant des tombolas, des bals auxquels les habitants participent.

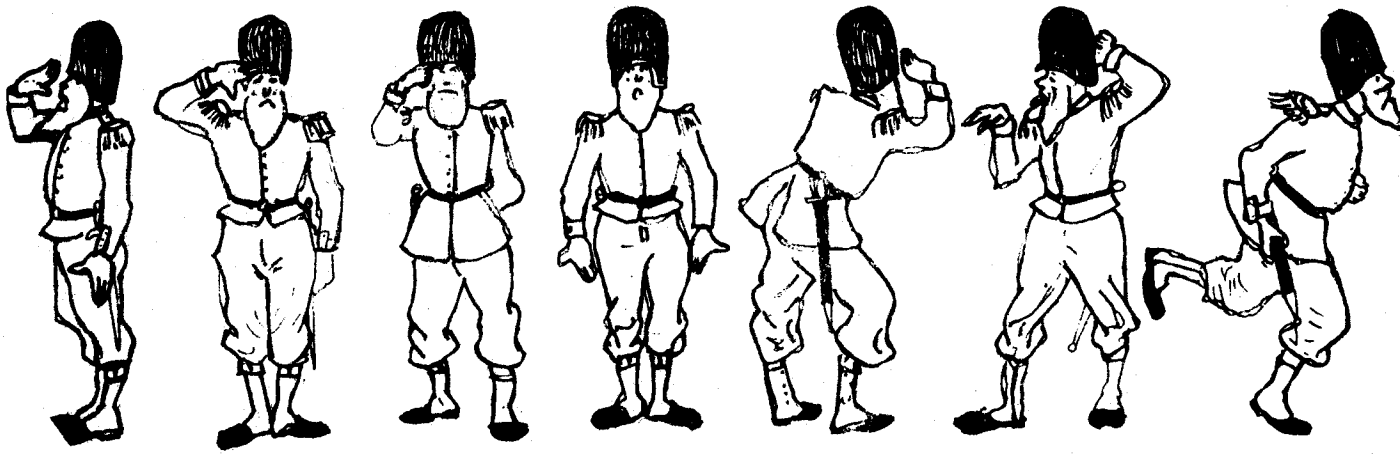
Cela explique donc que cette tradition ne soit pas remise en cause, et soit au contraire fort bien acceptée par l'ensemble des conscrits.

C'est bien entendu, aussi, le moment où on est considéré comme un "homme" : on boit, certains vont au bordel pour la première fois, bref, on devient un bon français paillard et rigolard, un bon petit mâle, un bon bidasse tel qu'on en rencontre dans les trains de permissions. Tout celà sous l'oeil bienveillant des adultes, puisque ce sont de bons jeunes, qu'ils vont bientôt servir la patrie, et qu'il faut bien que "jeunesse se passe". Des conscrits gueulant dans la rue sont des "jeunes qui s'amusent". Des non-conscrits agissent de la même façon, ce sont des voyous... Ainsi le mythe de la virilité, si cher à l'armée, se renforce lors de cette année de conscription.

Une autre "valeur" qu'on retrouve : c'est l'armée brassage social. Tous les jeunes du même âge se regroupent, sans distinction de classes, d'opinion etc. Et il arrive que celui qui refuse de faire partie du groupe soit considéré comme un "bêcheur", celui qui ne veut pas "se mêler aux ouvriers". Cette illusion de l'armée qui aplanit les différences de classe se crée donc ici : on est plus un étudiant, un jeune travailleur, un apprenti, un élève de CET; on est un conscrit, comme on sera un "soldat". On fait partie avant tout d'un groupe, et c'est encore une des valeurs sur les quelles joue l'armée : la fierté d'appartenir à une classe d'âges, à un groupe bien clos, et qui a besoin de rivaliser avec un autre groupe tout aussi clos ("qui c'est les plus forts..." air connu). Lorsque les conscrits se réunissent, seuls viennent les conscrits, et pas les copains qui ne le sont pas (si ! les petites amies, qui semblent faire figuration, mais elles savent rester à leur place). On trouve déjà les "camarades" de régiment, le souvenir des rigolades entre hommes, les "vive la 08" etc.

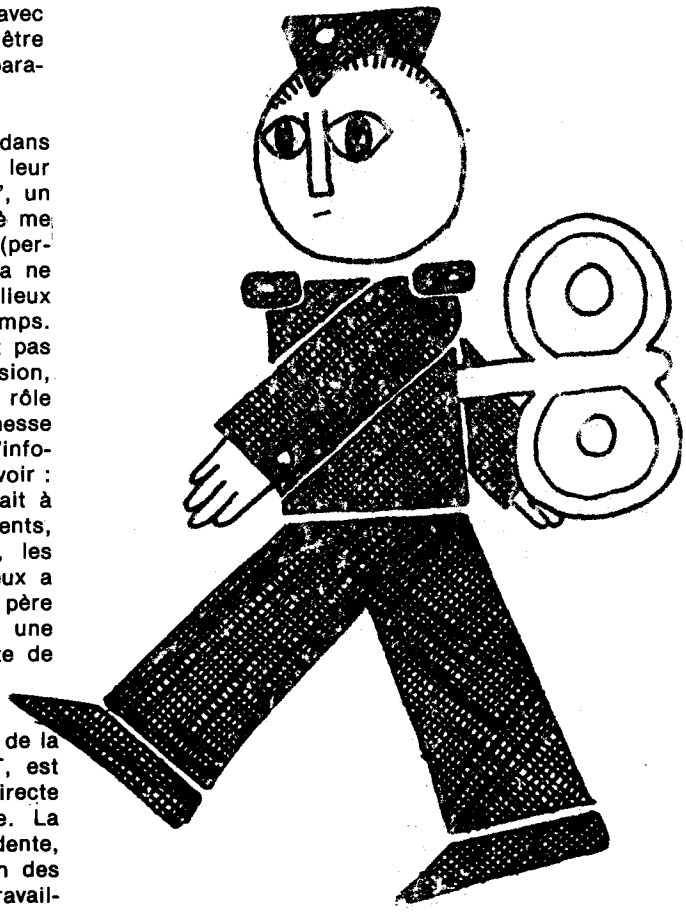
Toute cette préparation idéologique et psychologique é l'armée se fait non pas par l'armée, mais par des civils fort bien intentionnés : la marraine, la MJC qui prête ses locaux et "anime" le groupe... Donc des adultes sympas. Là où on se pose des questions, c'est quand la MJC est tenue par le PCF, comme à Conflans et qu'elle cautionne allègrement une telle institution. Aucune vision critique (ni même réformiste), aucune tentative de poser le problème de l'armée : on est là pour permettre aux jeunes, qui ne sont pas tous majeurs, de sortir. La marraine en parle comme une "bande de jeunes qui veut s'amuser". Nous ne nous faisons pas d'illusion sur l'antimilitarisme du PC, mais on peut quand même s'inquiéter de voir certains de ses membres participer à une telle entreprise d'embrigadement, qui vise à supprimer toute réflexion réelle sur le rôle de l'armée et le service militaire, et à "préparer le terrain" en inculquant des valeurs utiles à cette institution. Cela s'explique sans doute par le fait que le PC s'accroche à une tradition "populaire", liée à l'idée d'une armée de conscription.

Lorsque nous avons discuté avec des conscrits, il est apparu paradoxalement que l'on parlait en fin de compte assez peu du service. Il semble même qu'il n'y ait pas



d'information faite par l'armée, pas de propagande directe. En fait, cela a déjà été fait souvent au collége, où sous couvert d'informer les éléves sur les orientations possibles, on a droit à des films et des discussions avec des militaires. La conscription doit donc plutôt être considérée comme une mise en condition, une préparation uniforme à l'esprit militaire.

Ce manque d'information réel se ressent souvent dans la manière dont les conscrits voient leur armée et leur année de service : ce sont des "grandes vacances", un moyen d'échapper à leur famille, peut-être un problème de chômage, un moyen d'apprendre quelque chose (permis de conduire...) de rencontrer des gens... Cela ne semble pas être une catastrophe, comme dans les milieux lycéens ou étudiants. Au pire, c'est une perte de temps. Certains se demandent quand même s'il n'y aurait pas moyen de se faire réformer. Mais dans notre discussion, jamais n'ont été posées les questions de fond sur le rôle de l'armée. On est bien loin de l'image d'une jeunesse acquise aux idées antimilitaristes. S'ils manquent d'information, ils semblent cependant prêts à en recevoir : lorsque nous leur avons parlé de ce qui se passait à l'armée, des grèves brisées, des TPFA, des accidents, des ripostes des soldats à travers les comités, les journaux... ils avaient l'air interressés, et l'un d'eux a reconnu qu'il subissait encore l'influence de son père "qui est pour l'armée". Même s'ils demandaient une information "objective", ils auraient aimé une sorte de face-à-face avec un représentant de l'armée.



Ce problème des conscrits, et plus généralement de la jeunesse non-scolarisée ou formée dans les CET, est donc importante, car c'est là que la propagande, directe ou indirecte, de l'armée est la plus importante. La nécessité d'une information antimilitariste y est évidente, et demanderait un véritable matériel d'intervention des antimilitaristes chez les apprentis et les jeunes travailleurs qui, il faut l'avouer, est pour le moins réduite.

Extrait de "Rompons les rangs!"
Bulletin du C.A.M NANCY.

LETTRE OUVERTE DU COMITE DE SOLDATS DU 24e RIMA

Un comité de soldats existe depuis longtemps au 24e RIMA ; 18 numéros de "TAM-TAM", notre journal, sont parus. Depuis 74, notre comité vit et lutte sans interruption.

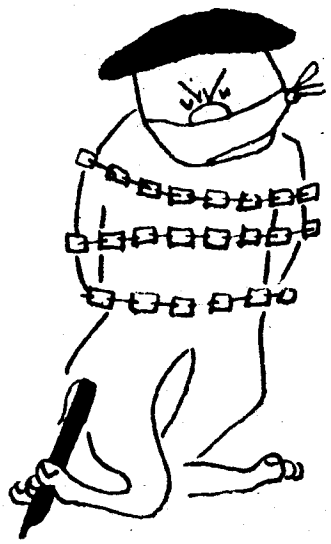
Pourquoi ? Parce que, reflet des aspirations de tous les soldats, à chaque contingent nous sommes nombreux à vouloir lutter et à nous réunir dans le comité malgré la répression et la clandestinité. Cette clandestinité, nous ne l'avons pas voulue mais elle nous est imposée comme elle l'était pour les premiers syndicats ouvriers.

Nous nous battons aujourd'hui pour le respect de notre dignité, contre les brimades, les exercices inutiles et souvent dangereux, pour des transports, des conditions de vie et d'hygiène décentes. Nous luttons aussi contre une armée qui nous demande de briser les luttes (viticulteurs, éboueurs...) et que le pouvoir n'hésitera pas un jour, à dresser contre les travailleurs et les paysans.

C'est pourquoi nous lions notre combat au vôtre, comme au 1er Mai, où nous avons participé à Paris au cortège syndical. Nous sommes persuadés que vous comprendrez l'importance de notre combat. C'est pourquoi nous nous adressons à vous, organisations démocratiques, politiques et syndicales, pour nous soutenir.

En brisant ainsi le mur du silence qui entoure l'armée, nous sommes persuadés que progressera la lutte des soldats, travailleurs sous l'uniforme, solidaires des ouvriers et des paysans.

TAM-TAM n° 19



paras hors du Liban!

"Ici, on est utile. On fait la paix". C'est un para qui parle, un des 500 casques bleus français au Liban. Il ajoute "il ne nous manque que le chewing-gum et les tablettes de chocolat comme les Ricains à Paris en 45". Les paras français, des libérateurs, des pacifistes ?... C'est dur à avaler. Officiellement, le 3e RIMA est censé préserver le cessez-le-feu entre l'armée sioniste et les forces Libano-palestiniennes. La réalité est tout autre. Comment pourrait-il en être autrement quand on sait qui sont les casques bleus envoyés par Giscard, le 3e RPIMA, on vous en a déjà causé le mois dernier dans l'Echo à propos des victimes de la manoeuvre "Rhône 77" : c'est une unité d'élite qui a combattu le peuple vietnamien (et qui a pris une telle patée à Dien Bien Phu) ; Bigeard l'a commandé durant toute une période. Bref, c'est un régiment spécialisé dans les interventions néocoloniales. Aussi qu'on vienne à présent présenter ces "petits gars" comme des philantropes, faut pas pousser !

D'ailleurs, si on les laisse causer un peu plus ces baroudeurs, ils se trahissent : "l'armée israélienne, c'est une vraie armée, pas comme ces cons là". "Ces cons là", ce sont les Palestiniens et les Libanais !

Parfaitement impartiaux, les petits gars !

France Soir soulignait récemment que "la fraternisation progresse très vite entre les Français et les Israéliens" alors qu'avec les Fedayin, c'est autre chose. "J'aurais bien aimé leur répondre avec mon pistollet mitrailleur" c'est ce que raconte le caporal blessé par un éclat d'obus palestinien alors qu'il patrouillait dans le No Man's Land.

C'est donc clair : une fois de plus, l'armée française intervient pour neutraliser un mouvement de libération nationale ; une fois de plus, elle vient en aide aux massacreurs.

Nous exigeons le retrait total des paras du Liban, et nous nous associerons à toute initiative allant dans ce sens.

Répression

L'UL-CGT de Pantin écrit à Bourges

« C'est un militant connu, estimé de milliers de travailleurs que votre gouvernement veut sanctionner »

« Monsieur le ministre,

« Depuis le 15.03.1978, un de nos camarades effectuant actuellement son service militaire en République fédérale d'Allemagne, le brigadier Giamy Thierry, 1er peloton, 4e escadron, SP 69145, est en prison et frappé de soixante jours d'arrêt de rigueur.

« Les motifs invoqués sont pour le moins très imprécis et la Sécurité militaire incapable d'apporter des preuves tangibles, concrètes.

« En fait, ce que l'on peut reprocher à notre camarade, c'est de vouloir défendre les revendications urgentes qui se posent avec force aux soldats du contingent, aux appelés de sa caserne en matière de conditions de vie dans l'enceinte de la caserne, de transport, de permissions et de leur fréquence : des revendications que notre union locale CGT soutient et entend agir pour qu'elles soient appliquées. Il s'agit plus particulièrement du montant de la solde (20 % du SMIC). Les transports gratuits quel que soit le lieu de stationnement de l'unité ou de l'appelé. Du rétablissement de la franchise postale. Du droit à l'information sous toutes ses formes et sans restrictions. De la désignation par les appelés de délégués habilités à discuter et à débattre de leurs problèmes avec les sous-officiers et les officiers. Du temps pour ces délégués pour accomplir leur mandat et rendre compte à ceux qui les auront élus. De la création de commissions composées de délégués et des hommes du commandement pouvant débattre de tous les litiges. Du droit d'association qui doit être reconnu aux appelés.

« De plus, nous considérons que les permissions sont un droit et non une faveur. Nous réclamons au minimum une permission de 48 heures tous les 15 jours, y compris pendant la période d'instruction.

« En frappant durement le brigadier Giamy, c'est un militant connu, estimé par les travailleurs de Pantin que votre gouvernement veut sanctionner. Il ne saurait être question pour notre Union locale CGT — dont Giamy est un des responsables — de laisser les travailleurs dans l'ignorance des coups qui sont portés à l'un des leurs.

« Monsieur le ministre, nous exigeons que notre camarade soit rapidement libéré, nous vous demandons d'intervenir en ce sens auprès du chef de corps, le lieutenant colonel Arlabosse, de la Sécurité militaire.

« Nous exigeons le respect de la liberté d'opinion et d'expression au sein des casernes.

« Nous alertons les travailleurs de notre localité de cette situation.

« Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments distingués. »

Pour l'union locale CGT de Pantin
le secrétaire générale
G. Maisonnave

Le bordel de la Légion en procès (extraits de Rouge)

Une vingtaine d'avocats pour dix-sept inculpés : le procès qui s'ouvre aujourd'hui à Marseille va nous offrir le grand spectacle de la justice : le grand froufroutement des robes et des chapeaux sous les plafonds blancs du vieux palais de justice.

Journalistes et public mondain vont se côtoyer et s'échanger des tuyaux, et ce grand apparat finira par faire oublier ce qui est jugé : ni plus ni moins que la séquestration de femmes pour le bordel de la légion à Calvi. Déjà « le Provençal » évoque Feydeau, et le vaudeville, ce qui est la meilleure façon de désamorcer la bombe et de blanchir la légion ou les trafiquants de femmes.

Marseille, de notre rédaction régionale.

L'affaire du « Pouf » qu'en termes plus crus il faut désigner par « BMC », « bordel militaire de campagne », a éclaté fin 1975. L'arrestation de proxénètes à Lyon avait fait découvrir une étrange filière de la traite des blanches.

« Rouge » pouvait écrire à l'époque : « Expéditeur : le mystérieux mais puissant gang des Lyonnais. Destinataire : la légion étrangère. Objet : des jeunes femmes « afin d'assouvissement des pulsions des rudes légionnaires. »

Dites comme cela, les choses ne gagnent pas encore directement la hiérarchie militaire. En fait, on découvrait bien vite à l'instruction qu'elle était plus que mouillée. Elle participait à la séquestration. Les femmes étaient enregistrées sur les registres du camp. Elles n'avaient pas le droit d'en sortir. Et le foyer vendait des jetons pour les « passes ». 7 F le jeton. Le légionnaire en achetait selon ses « besoins » et les jetons étaient ensuite échangés contre de l'argent. Evidemment la légion percevait sa dîme au passage (2 F par jeton). Bref, séquestration, proxénétisme aggravé, le moins qu'on puisse dire est que l'affaire est répugnante.

D'ailleurs si la légion devait être entendue c'est que les proxénètes civils arrêtés n'entendaient pas être des boucs émissaires. C'est à la demande d'avocats des premiers inculpés que la hiérarchie du camp devait être entendue, et c'est par ce biais qu'on apprenait comment fonctionnait ce « BMC ». Les civils, eux non plus, n'étaient pas des tendres d'ailleurs.

Une femme racontait dans sa plainte comment on l'avait forcée à se prostituer, comment elle avait été expédiée en Belgique avant d'atterrir à Calvi. Recrutement sur le fameux axe Chalon-Marseille, avec crochet à Nice, dont le gang des Lyonnais a la maîtrise depuis longtemps. A ce bout de la filière, drôles de combines aussi : le propriétaire du Dynastic où s'opérait des recrutements avait pour oncle... le préfet du Rhône.

Voilà un peu ce qui va se débattre à partir d'aujourd'hui et pour trois jours à la 7e chambre correctionnelle de Marseille, présidée par Ducos.

Le dossier est fourni, les accusations peu susceptibles d'être niées.

Mais dans cette grande réunion d'hommes que va être le procès, on peut malheureusement s'attendre à ce qu'on entende peu la voix des femmes. Pourtant c'est bien de leur sort qu'il s'agit.

Entendu dimanche 22 mars dans l'émission "l'oreille en coin" sur Radio-France : "maintenant, on va vous parler d'un **sujet amusant** et voilà le rigolo de service qui embraye sur, devinez-quoi, le procès du bordel de la Légion. Qu'est-ce qu'on se marre ! Suit alors une chason pastiche bourrée de sous-entendu phallos : "A Calvi, la solitude ça n'existe pas" avec imitation de Bécaud à l'appui. Le chansonnier y suggère l'ouverture de bordels dans toutes les unités comme remède à la contestation des bidasses !

Ça se voulait drôle... c'était abject... Il y a quelques mois, Radio-France nous avait gratifiés d'une émission entière vantant la manoeuvre Démeter sans un mot sur la fatigue des soldats qui y ont participé ni sur la fonction antipopulaire de cet exercice. Plus récemment, FR 3 a refusé au CNSLS une "tribune libre". Nous ne correspondions pas aux "critères". Le critère pour s'exprimer sur les ondes officielles, ça doit être de faire l'apologie du militarisme et du sexisme !

LES PETITS MAQUEREAUX CACHENT LES GROS

Marseille, de notre correspondant.

Le procès du « Pouf » de Calvi, un bordel de la légion maquillé en centre culturel, s'est ouvert hier à Marseille. Ce qu'on attendait est arrivé : grands mouvements de robes des vingt avocats de la défense, interrogatoires constamment coupés et repris. Bref, la justice sur son « 31 ». Comme une pieuvre lâchant son encre pour camoufger l'essentiel.

Les inculpés présents à l'audience répondent d'actes divers qui tournent tous autour du fait qu'ils ont bénéficié de près ou de loin des activités de cet étrange « centre culturel », soit comme pourvoyeurs, soit comme maillons du fonctionnement du « Pouf ». Activités profitables et ils ont bien du mal à expliquer la provenance des sommes rondelettes qu'ils ont expédiées de Calvi par mandats postaux.

Manquent les principaux responsables. Car après tout, si des femmes étaient envoyées à Calvi, c'est qu'elles y « travaillaient ». Or, ceux qui les équestraient et les vendaient ne sont ni accusés ni témoins. Mieux, le commandant du 2e REP de Calvi et le médecin se sont permis de s'excuser de leur absence par lettre. Le 2e REP est « d'alerte à court délai ». Personne n'a le droit de quitter le régiment. Le commandant est désolé, d'autant plus que son adjoint qui aurait pu le remplacer est justement malade !

Le hasard fait bien les choses et la Légion qui entretenait le « Pouf », qui empêchait les filles de sortir du camp, qui prélevait une dîme sur les passes des légionnaires (2 F par jeton de 7 F, 5 jetons pour une passe simple, soit 14 F par passe) est absente.

Comme est absente aussi la voix des femmes. Noëlle Cerf, dont la déposition a permis d'établir les faits, n'est pas, elle non plus, au procès. S'étonner, c'est faire semblant de ne pas comprendre. On sait que les châtiments réservés à celles qui parlent ne sont pas tendres.

Alors, s'il est vrai que ce ne sont que des comparses qui sont jugés, pour une fois on n'écoute pas nos principes qui veulent qu'on soit plutôt du côté de la défense. Il suffit de se rappeler ce que pouvait être le calvaire des femmes séquestrées au « centre culturel » où elles faisaient jusqu'à 60 passes dans la nuit pour soulager les légionnaires, engraisser ces « maquereaux » et les « protecteurs » de la Légion, une « protection » à 14 F la passe. Demain, la déposition du tenancier du « Pouf ».

Bidasses dans le mazout

LES BIDASSES DANS LE MAZOUT...

Jeudi 16 mars, "l'Amoco Cadiz", pétrolier naviguant sous pavillon de complaisance s'échouait sur les roches de Portsall, dans le Finistère Nord. Le 16 mars, c'est presque un anniversaire : le 18 mars 67, le "Torrey Canyon" faisait naufrage sur les récifs entre la Cornouaille et les iles Sorlingues, polluant une partie du sud de l'Angleterre et 180 km de côtes françaises.

En onze ans il y a eu deux autres échouages de pétroliers en Bretagne ("l'Olympic Bravery" à Ouessant et le "Boelhen" à Sein) et le gouvernement français n'a pris aucune mesure de prévention !

Avec près de 250000 tonnes de pétrole déversées et près de 250 km de côtes ravagées, la marée noire due à "l'Amoco Cadiz" est une catastrophe écologique sans précédent en France, qui a des conséquences désastreuses pour les travailleurs de la région (marins pêcheurs, goémoniers, agriculteurs...)

Le "remède miracle" !

La réponse du gouvernement dans ce genre de catastrophe est simple, c'est : POLMAR, plan de sauvegarde des côtes en cas de pollution maritime. Qu'est-ce qui se cache derrière ce remède miracle ? Peu, très peu de moyens : l'envoi de soldats du contingent munis de pelles et de sceaux pour ramasser le pétrole.

Quand on sait qu'il y a près de 250000 tonnes de mazout répandues sur les plages et les rochers, on mesure l'éfficacité d'un tel plan !

Depuis le déclenchement du POLMAR, ce sont environ 4000 bidasses des casernes de l'Ouest de la France et de la Région Parisienne qui ont été envoyés sur les côtes bretonnes ; réquisition rapide et sans discernement : ainsi ces soldats de Dinan, sortant juste d'un mois de stage commando à Quelern, **sans permission** ; ou bien cet appelé du 67e RI de Soissons, exempté d'effort physique à cause de sa colonne vertébrale et d'une hanche plus haute que l'autre, et déclaré apte à partir après un simulâcre de visite médicale...

Mal équipés avec leur uniforme et leurs bottes de caoutchouc qui ne les protègent ni du froid ni du mazout, mal nourris avec la plupart du temps des rations de campagne, les bidasses pataugent dans le cloaque toute la journée. Et pour tout arranger, ils sont passés le soir au détergent !

Tout ça, bien sûr, pour un peu plus de 200 F par mois...

Solidarité nationale oblige !

« Tonnerre de Brest »

« Le comité de marins « Tonnerre de Brest » dénonce l'emploi pour la lutte contre la marée noire de soldats du contingent, non payés, dans des conditions de travail lamentables, de sécurité aléatoires, et de plus, sans aucune préparation à ce genre de travail.

« Nous payons, une fois de plus, les pots cassés d'une politique incapable de prendre des mesures efficaces pour prévenir ce genre de catastrophe.

« Le comité de marins affirme son soutien aux revendications des pêcheurs, goemoniers, etc., ainsi qu'aux organisations qui dénoncent les causes de cette marée noire. »

Brest, le 24 mars 1978

Tribune libre

Le débat qui a été enclenché à la coordination nationale autour de "quel contenu du prochain echo", avec autour de cela des appréciations différentes sur l'importance de la conférence de presse Rhône-Alpes et l'intervention française au Sahara, a de nouveau posé le problème de l'axe de soutien que nous apportons à la lutte des soldats. Nous avons donc été motivé pour apporter une contribution sur ce thème pour préciser cette question. Avant de commencer il est important de préciser qu'une entière autonomie entre les comités de soldats et le comité de soutien est indispensable. Cela veut dire que l'on se fait l'écho de l'ensemble des luttes mais qu'il n'est pas de notre ressort aussi bien d'intervenir dans les débats internes aux comités de soldats que d'emettre une critique sur une plateforme émanant d'un comité de soldats ou d'une coordination.

Toute fois cela se complique quand il faut prioriser un soutien en guise d'un axe national à travers notre matériel et dans l'écho. C'est pour cela que le débat entre le sahara et la campagne transport n'était pas abstrait. Nos choix d'axes centraux de soutien national doit être guidé par le critère suivant : qu'est ce qui permet ou permettra, dans la situation actuelle une progression de l'ensemble du mouvement des soldats, au-delà des disparités et de l'hétérogénéité des comités de soldats caserne par caserne (saut qualitatif et quantitatif).

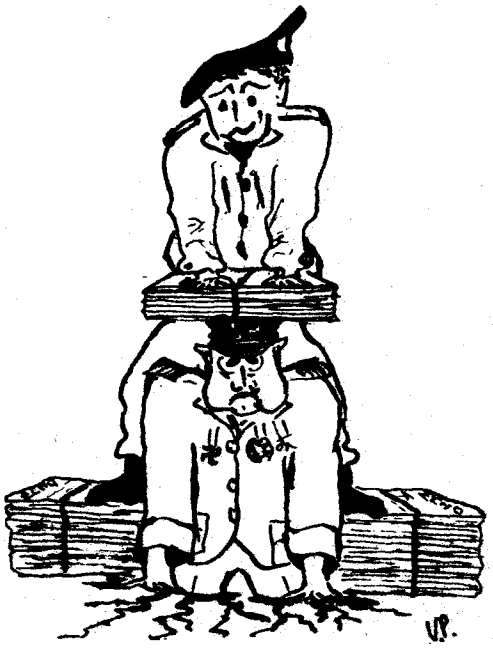
Cette progression dans l'état actuel de l'histoire du mouvement des soldats, et compte tenu des différentes tentatives de coordinations nationales avortées (par les deux répressions 75-76), passera par une expression et une apparition plus centrale et plus homogène au travers d'une victoire arrachée à la hièrarchie militaire et au pouvoir par les soldats. Ceci se faisant bien entendu au rythme des initiatives propres à ceux qui tiennent compte de la ténacité de la bourgeoisie.

Si le mouvement des soldats n'obtient pas des victoires partielles ou saisies comme telles par l'ensemble des soldats, il ne sortira pas de son développement éclaté actuel, et il ne pourra pas encore prétendre à un véritable caractère de masse. N'ayant pas ce caractére de masse, il ne pourra porter durablement la suite des luttes futures dans l'avenir.

Sur ce sens, dans ce cadre, le thème du Sahara et celui des transports gratuits n'ont pas du tout la même fonction. Ils ne sont pas contradictoires en ce sens.

L'ECHO DES CASERNES UN JOURNAL POUR TOUS.

L'ECHO DES CASERNES UN JOURNAL QUI A DU POIDS...



La campagne des transports, peut prétendre grouper, mobiliser de façon massive en vue d'une confrontation centrale avec la hièrarchie. La dénonciation de l'intervention de l'armée française au sahara a plus un caractère d'éducation vis à vis de l'ensemble des soldats, sur la nature de l'armée française.

Mais cette dénonciation ne permet pas de mobiliser de façon massive l'ensemble des soldats, tout au plus leur faire prendre conscience.

Faisons une remarque sur la signification d'un axe de campagne centrale. Sur les 2 points: transports gratuits et droit aux perms. On ne peut pas dire que les autres revendications passent sous la table. Les différents journaux des comités de soldats peuvent en témoigner. Mais, c'est sortir de la plate-forme des comités de soldats une ou deux revendications qui peuvent permettre une mobilisation et passer un cran au-dessus dans le rapport de force.

On aborde maintenant notre démarche vis à vis du mouvement civil de soutien aux luttes des soldats. Nous considérons que si actuellement le CNSLS est le cadre qui au travers de "l'Echo" peut permettre de reposer de façon nouvelle (compréhension non cartéllisée, unitaire...) la construction d'un mouvement civil de soutien permanent, il n'en a pas l'entière exclusivité. Aussi devons-nous être attentifs à toutes les apparitions de regroupement d'anciens bidasses, familles d'appelés réprimés, de personnalités démocratiques, d'avocats... qui peuvent surgir en dehors du CNSLS. Nous devons oeuvrer au contraire, à réaliser avec eux l'unité sur les initiatives de soutien et cela en chaque circonstance, et le CNSLS ne s'en portera que mieux !

Il serait important qu'il ait l'initiative d'être participante de comités conjoncturels plus larges, essayant de regrouper pour des campagnes spécifiques comme celle-ci (les transports gratuits), des comités larges et unitaires regroupant l'ensemble des organisations politiques et syndiles.

C'est la seule garantie d'obtenir un soutien conséquent, seule garantie pour que cette campagne centrale puisse aboutir (ainsi pour Philippe Batis, emprisonné au92 e RI de Clermont-ferrand pour détention dans sa piaule de la pétition des transports gratuits et d'un journal interdit à l'intérieur des casernes). Un tract commun fut rédigé avec la CFDT, la Ligue des Droits de l'homme, le MAJ, la LCR, le PSU, UTCL. et le comité clermontois de soutien à la lutte des soldats, ceci dit, ces comités ne peuvent être que conjoncturels, car on ne peut pas organiser de façon durable l'ensemble du mouvement ouvrier sur le soutien aux luttes des soldats, aussi le CNSLS cadre permanent ne perd rien de sa spécificité et se justifie plus que jamais.

Ensuite nous ne devons en rien chercher à minoriser le CNSLS, tant par les débats (ex : les débats stratégiques, peuvent être aborder mais non tranchés) que sur une critique d'organisation politique du mouvement ouvrier, ou d'un courant politique. Il pourra tout au plus refléter les débats sans prendre position...

Nous devons demeurer un cadre démocratique et ouvert., Seule la plate forme de référence du collectif sera la base d'adhèsion et de fonctionnement, et devra plutôt privilégier d'abord les débats. (voir avis divergents à la fin du texte).

Tout faire, pour que les comités s'étendent en dépassant le cadre actuel encore minorisant, en intégrant d'autres courants politiques, d'autres individualités en soutien.

Il en est aussi du débat sur le contenu de "l'Echo" en ce sens, le débat à la coordination nationale du 2/12/77 était fructueux et montre bien la direction à prendre.

A savoir que l'echo doit refléter l'ensemble du collectif national, les résultats de décisions (politique et autres) prises collectivement en référence avec notre plate forme à vocation unitaire, ce faisant l'echo sera véritablement l'émanation de ces différences en gardant toute autonomie à tout courant politique.

Avis divergent :

1- Le CNSLS doit faire de son axe principal le soutien aux luttes des soldats, mais il doit aussi développer une activité antimilitariste qui ne cache pas que l'armée bourgeoise est une armée de guerre civile. Nous ne devons pas être basiste, le comité doit mener une action éducative, le comité doit mener une action éducative et d'explication du rôle de l'armée actuelle dans la société. Cet aspect n'est pas un obstacle au recrutement, il n'empèche pas l'entrée d'une personne au comité, qui ne serait p as entièrement d'accord sur la plate forme mais qui veut apporter son soutien aux soldats en luttes (tout adhérant d'un syndicat n'est pas forcément en accord avec l'ensemble du point de vue politique de celui-ci).

2-le but de la plateforme est de regrouper et de mobiliser pour la suite sur des bases les plus larges et sur des objectifs clairs pour tous. En ce sens l'expression "armée de guerre civile" est une caractérisation politique de la nature de l'armée, qui n'est pas partagée par toutes les organisations politique, et qui aurait comme conséquence de se couper des courants qui par ailleurs serait d'accord pour intervenir contre une intervention de l'armée dans un conflit social ou dans un pays colonial.

Nous avons aussi tenu à abordé la question du milieu sur lequel nous nous devions d'intervenir, l'expérience des CDA et CAM nous ayant montré l'illusion que la jeunesse pourrait porter en permanence la lutte de soutien aux soldats. De plus avec la loi debré et le chômage croissant les ouvriers, collégiens,. lycéens partent plus tôt à l'armée donc avec encore moins d'expériences de luttes ou de pratique syndicale. Pour cela nous pensons, qu'il est important que le CNSLS :

1-fasse participer le mouvement ouvrier organisé aux actions de soutien des luttes des soldats.

2- s'informe des débats ayant lieu dans les syndicats et informe ceux-ci des luttes ayant lieu dans les casernes

3-ait un contact direct avec les jeunes ouvriers (CET/FPA) sans toutefois négliger le jeunesse scolarisée.

"Comité clermontois de soutien à la lutte des soldats"

Les femmes ont aussi leur mot à dire

Lorsque nos compagnes ou copains sont appelés pour "servir la France...!?", nous ressentons une certaine angoisse à être séparés, sans savoir où ils vont, où ils seront affectés, ni quand ils reviendront en perm.

Jusqu'à ce moment, nous ne connaissions l'armée que d'après ce que nous avions observé et entendu dire, sans y être impliquées personnellement. En dehors de la transformation physique, suivront-ils le chemin de Papa : buveurs, dragueurs, fumeurs, braillards, égoïstes ? Attraperont-ils toutes les hatitudes "viriles" du futur "parfait citoyen" : mépris des femmes, autorité du chef de famille, etc.... ?

La 1e Perm : on poiraute toute la soirée dans les courants d'air de la gare de l'Est. L'armée bien entendu ne s'était pas sentie obligée de préciser les heures d'arrivées, notre temps et notre inquiétude n'ont pas d'importance pour eux... D'ailleurs chaque retour de perm est aussi imprécis (elle peut-être sucrée ou retardée au dernier moment !).

Un déferlement de têtes rasées... et chaque fois le même scénario : réflexions vexantes à notre égard, sifflements, allusions, bousculades...

Les plaisanteries grivoises entre camarades renforcées par l'armée entrainent une telle attitude des bidasses envers les filles, alors qu'en fin de compte, en sortant de cet univers grossier ne chercheraient-ils pas simplement à vivre une vie "normale"... ?

C'est une véritable rupture qui s'opère entre la vie quotidienne et les perms. Nos activités habituelles sont mises de côté durant ces 3 jours (ou ces quelques heures ex. 36 heures). Chaque perm a son lot de désillusions. On tente de recréer une vie commune dans un espace de temps très limité. Malgré le besoin intense d'oublier l'armée, elle parvient toujours à s'immicer par différants biais : le vocabulaire (ex. "on s'arrache !), le long temps de réadaptation nécessaire, et très vite l'angoisse de la proximité du départ, sans compter le malin plaisir qu'a notre entourage à en parler (anecdotes militaires). On fait quasi abstraction de nous quand ils sont là mais on n'oublie pas dès leur départ de nous rappeler que nous devons leur être fidèle. Par contre, ils considèrent comme normal qu'un bidasse ait des aventures et nous le disent sous forme de boutades plus ou moins douteuses (ex. les petites Fraulein !). pourtant notre refoulement sexuel et moral est aussi fort que le leur. Cependant nous ne nous sentons pas obligées de siffler et d'agresser les gars comme eux le font systématiquement au passage d'une fille.

De toute évidence notre séxualité est profondément transformée : encore moins de temps pour la tendresse que d'habitude ! La plupart du temps l'égoïsme masculin reprend le dessus. De plus, le manque d'information au niveau de la contraception, la rareté des perms et le refoulement qui en découle font que certaines d'entre nous se retrouvent enceintes et sont plongées dans des situations qui, le plus souvent, s'avèrent dramatiques.

L'armée nous touche directement ! Nous refusons l'idée traditionnellement admise que l'armée est un domaine d'homme, l'image qu'elle projette de nous et le rôle qu'elle nous attribue. (la Mysoginie règne !...).

Si nous pouvons faire des enfants, nous devons tout autant donner notre avis sur ce que sera leur avenir; or l'armée nous ignore !...

Nous avons nous aussi un combat antimilitariste à mener aux côtés des hommes !!!

Un groupe de soeurs, femmes, compagnes de soldats de Spire.

ECHOS DU CNSLS ECHOS DU CNSLS

PARIS

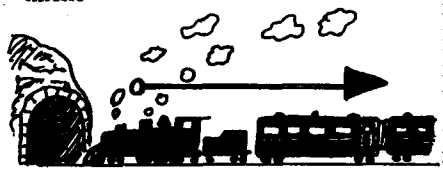
Lundi de Pâques, Gare de l'Est : un soir comme les autres, des milliers de soldats cherchant des places disponibles... dans les couloirs des trains pour l'Allemagne. Pour une fois les soldats ne sont pas seuls : les militants du CNSLS sont parmi eux et leur distribuent un tract et des autocollants signés des comités de soldats des FFA. Pendant près d'une heure les soldats discutent avec les militants dun CNSLS, tous d'anciens militants du mouvement des soldats.

Le tract situe le cadre de l'initiative : les mots-d'ordres des autocollants ont été élaborés et décidés dans les casernes et leur destination sont les murs de ces mêmes casernes, les camions, les chars...

Dans les trains les réactions de sympathie sont vives. Les conditions de transport sont telles que l'initiative reçoit un grand écho. Les tracts circulent. Les bidasses font des stocks d'autocollant. La hiérarchie va les retrouver dans l'enceinte des quartiers.

Pétition, tracts, autocollants : la campagne transport se porte bien et les soldats sont plus déterminés que jamais à obtenir satisfaction de leurs revendications:

Transports gratuits pour les soldats
2 x 72 heures par mois
Incorporation près du lieu de domicile



UN SOIR COMME LES AUTRES

Ce soir nous sommes des centaines serrés, entassés comme des sardines, essayant tant bien que mal de dormir avant le retour à la caserne.

Ce soir comme bien d'autres soirs...

Car pour nous, soldats des FFA, c'est aussi cela une permission. Il aura fallu attendre un mois ou plus pour passer trois misérables jours chez nous et pour cela passer 16 heures en moyenne dans le train, et traverser la moitié de la France dans des conditions pas possibles.

Ça fait pas mal de temps que dure ce scandale, et si rien ne se passe, y'a pas de raisons que ça change.

Alors nous disons : RAS LE BOL !!!

— Ras le bol d'être encasernés à des centaines de kilomètres de chez nous loin de notre famille, de nos amis, de notre boulot. Nous n'avons pas demandé à venir en Allemagne. Nous n'avons pas à supporter que le service militaire nous coupe pendant un an de toute vie affective et sociale. Nous exigeons l'incorporation à moins de 200 km du domicile.

— Ras le bol des permissions au compte-goutte. Nous devons avoir les mêmes droits qu'en France et pouvoir revenir régulièrement chez nous : 2 X 72 heures par mois et des 48 heures régulières, voilà le minimum !

— Ras le bol de dépenser notre solde ridicule dans les transports. Toutes les permissions doivent être gratuites, en Allemagne comme en France. De la caserne jusqu'à chez nous : **transports gratuits pour les soldats .**

— Ras le bol d'être traités comme des chiens. On ne nous transporte pas on nous roule ! Nous devons pouvoir voyager comme des êtres humains dans des wagons chauffés normalement et en nombre suffisant. Des transports décents, voilà la moindre des choses !!!

Ces revendications ne tombent pas du ciel. Elles ne font que résumer les exigences des milliers de soldats français en Allemagne, de ceux de Trèves, de Spire, de Neustadt, de Constance, de Landau, et de tant d'autres casernes.

Les auto-collants qui sont distribués ce soir ne sont pas l'oeuvre "d'éléments extérieurs". Ils ont été discutés et décidés à l'intérieur des murs de nos chères casernes... et leur destination, c'est précisément ces murs là. C'est demain, dans la caserne, le capot d'un Berliet, les portes de l'ordinaire, ce n'est pas la place qui manque...

Que demain, partout, la hiérarchie s'aperçoive que nous sommes des milliers à avoir les mêmes exigences, les mêmes revendications, et à être prêts à nous battre pour obtenir leur satisfaction.

Ce n'est qu'un début, le combat continue !

Vive les luttes des soldats !

Comités de soldats
des FFA

DIJON

Le collectif publie un bulletin local "l'antimilitariste". Pour se le procurer ou contacter le collectif, écrire : CNSLS BP 502, 21014 Dijon CEDEX.

• • •

ANGERS

Le collectif angevin poursuit son soutien à la campagne "transports" : distribution de tracts aux bidasses, conférence de presse, appel aux organisations populaires (l'UD-CFDT, la CGT, la FEN, l'extrême-gauche ont apporté leur soutien sous forme de communiqués de presse).

Une pétition circule aux portes des lycées et CET, dans les foyers de jeunes travailleurs. L'objectif est d'atteindre 2000 signatures et de porter la pétition en délégation à la mairie (socialiste) silencieuse jusqu'à présent.

• • •

CLERMOND-FERRAND

Le collectif a mené campagne pour Philippe Bassi emprisonné et muté de Metz à Clermont pour avoir été en possession de Rouge et de la pétition transports.

Distribution de tracts aux bidasses, prises de contact avec la Ligue des Droits de l'Homme, le MAJ, la CFDT.

Le collectif a également organisé des débats au lycée de Mont Ferrand et à la fac (avec projection de "la cigogne en rogne").

• • •

CAEN

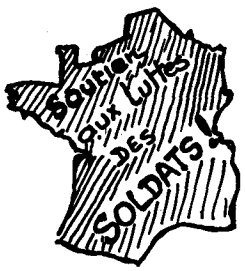
Le collectif Femmes-Armée a édité une brochure "sur les femmes et l'armée". Il a tenu une conférence de presse (Ouest-France a passé un article sur le collectif) et distribué un tract aux appelés, au moment du procès pour viol du Mans.

VALENCE

Le collectif a tenu une conférence de presse publique pour faire connaître les résultats de la commission d'enquête civile sur la mort de Bonnefoy. Cette conférence a regroupé une centaine de personnes : la commission d'enquête du Taillefer y a participé ainsi que d'anciens appelés du 75e RI.

Une brochure relatant les faits est parue. Pour se la procurer : écrire au CSLS c/o PSU 4, place Bellat 26000 Valence.

• • •



CNSLS ECHOS DU CNSLS ECHOS DU

LE HAVRE

Denis Aublin, surveillant d'externat au CES Léo Lagrange au Havre, syndiqué au SNES, actuellement sous les drapeaux à la base aérienne de Drachenbronn à Wissembourg a écopé de 30 jours d'arrêts de rigueur.

De quoi la hiérarchie militaire l'a-t-elle accusé ? Denis, affecté à un poste de tri du courrier, avait fait connaître le contenu d'une circulaire à diffusion restreinte qui informait que les soldats candidats aux législatives avaient droit à 15 jours de perm pour faire leur campagne.

Or cette circulaire n'avait rien de confidentiel puisqu'elle a été publiée par le SIRA (service de presse de l'armée).

Est-ce un délit que de mettre les soldats au courant de leurs droits ? Une fois de plus, l'armée a montré que l'arbitraire y règne en maître. Le Collectif havrais du CNSLS a aidé à la constitution d'un comité pour la libération de Denis Aublin. Une pétition a recueilli un millier de signatures environ. Elle a été envoyé au commandant de la base. Un article est paru dans la presse locale "le Havre libre". Le comité reste vigilant quant à la suite des événements : une mutation disciplinaire par exemple.

ENTENDU, DANS UN MEETING DU P.S.U. À CHALONS SUR MARNE...

Le dernier aspect de ce meeting fut apporté par un militaire de Suippes, masqué par une cagoule.

Il est venu en effet, annoncer l'existence d'un comité de soldats au camp de Suippes, soutenu par le comité national de soutien de lutte des soldats (C.N.S.L.S.) et par le P.S.U.

Après avoir rappelé que les permissions coûtaient cher aux gens du 15e R.A. la plupart originaires du Sud-Est, la discipline stricte de fait des missiles Pluton et les problèmes d'hygiène au 40e R.A., ce soldat masqué explicita ce comité suippas :

« La composition sociale est très diverse, ainsi que les tendances politiques. Sans compter les apolitiques, nos adhérents vont de la gauche à l'extrême-gauche ».

Il conclut par le but de ce comité : « Nous voulons pouvoir voter chez nous à l'aide de voyages gratuits et non par procuration, nous voulons des candidats du contingent, des candidats qui puissent exposer librement dans les casernes leurs positions ».

Le P.S.U. soutient cette action.

Répression

REPRESSION A SENLIS

Jean Girard originaire de Constance, appelé au 51e CGTA de Senlis dans l'Oise s'est vu sanctionné de 60 jours de trou sa faute : être accusé d'être en possession de journaux du comité de soldats de la caserne.

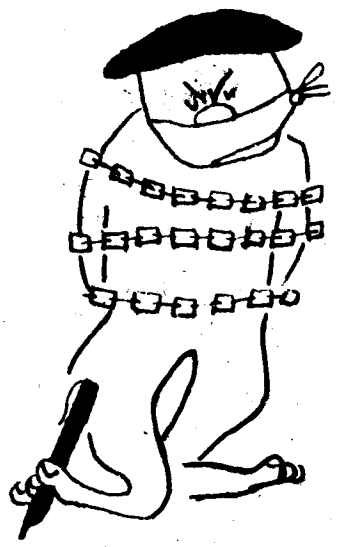
Une fois de plus la hiérarchie et l'injustice militaire ont frappé en espérant museler le mouvement des soldats. Les pressions sont constantes. TRois autres soldats de la caserne ont été longuement interrogés.

Une fois de plus l'insécurité militaire (qui n'a aucune existence légale) baffoue la légitimité des soldats dans leur lutte pour les droits démocratiques et la liberté d'expression. Récemment dans plusieurs casernes, (3e RD de Stetten, voir ci-contre, EAT de Montpellier, 1er RCP de Pau, 151e RI de Metz, BA Wissenbourg) on assiste à une répression accrue.

Nous appelons l'ensemble des organisations démocratiques à soutenir la lutte des soldats contre l'arbitraire de l'armée. Nous prenons des contacts dans ce sens.

Liberté pour Girard et pour tous les soldats aux arrêts

Droits démocratique dans les casernes.



Le 20/03/78

Un soldat du 3e régiment de Dragons (basé à Stetten en Allemagne) le brigadier Thierry Giami est aux arrêts de rigueur depuis le 15 mars 1978. Soixante jours d'arrêt de rigueur sont posés contre lui, il est accusé à la suite d'une communication téléphonique de tentative de démoralisation de l'armée.

Nous voulons faire connaître les constatations suivantes :

— une écoute téléphonique ne peut en aucun cas constituer une preuve

— le secret maintenu sur cette affaire est scandaleux : Thierry Giami est tenu dans un isolement total, sans aucune possibilité de défense. L'armée se permet d'emprisonner des individus sans recours possible

— l'arrestation s'est passée à l'Hôpital militaire de Tübingen où l'intéressé suivait un traitement médical. Il a été reconduit au camp de Stetten, alors que de plus, il était consigné sanitaire : un des soldats de sa chambrée était surveillé pour méninghite.

Nous dénonçons la répression dans les casernes, nous réclamons la libération immédiate de Thierry Giami et le droit d'expression pour tous les appelés.

Comité de soldats Stetten

universitaires sur les luttes passées contre l'armée.

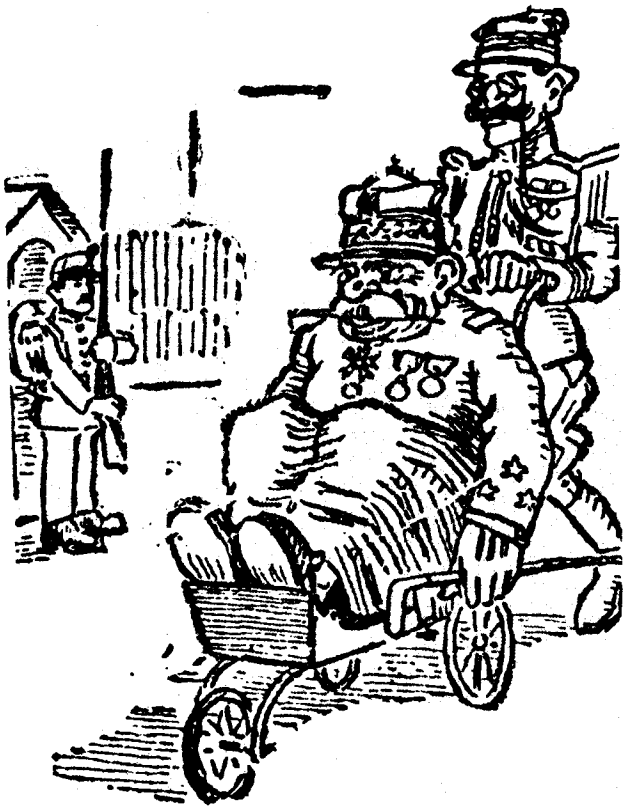
Successivement deux travaux universitaires viennent d'être consacrés à ce sujet, tous les deux forts instructifs.

Le premier, un mémoire de maîtrise, de René Masurel, de Lille III, traite de **l'antimilitarisme dans le département du Nord, 1891-1914.** Sa source principale sont les archives départementales. Mais les conclusions de l'auteur débordent largement le cadre de la région. La loi portant la durée du service militaire à 3 ans, en 1913, suscite une vive émotion parmi les bidasses. Des sanctions sont prises contre les conscrits trouvés porteurs d'écrits hostiles à cette loi. Des perquisitions sont opérées dans les locaux du mouvement ouvrier et au domicile des militants actifs.

Roger Salengro, le futur ministre de l'intérieur de Léon Blum, soldat au 33e RI à Arras, organise une manifestation contre la loi. Un comité de défense des soldats est crée pour lutter contre la répression qui frappe les soldats à la suite d'actes de rébellion. Ce comité organise des réunions de soutien aux soldats condamnés.

On retrouve à cette époque les mêmes divergences que de nos jours. Tandis que les uns encouragent l'insoumission et la désertion, les autres se prononcent pour « l'entrisme » dans l'armée, c'est à dire la propagande et l'action à l'intérieur des casernes.

DES CANONS ! DES MUNITIONS ! *A. Faivre, 20 juillet 1915.*
— Nous, nous sommes prêts !



LE BON EXEMPLE. *La Bataille syndicaliste, 10 juillet 1914.*
— Y f'ront trois ans, les bougres. Moi, j'en ai fait davantage et c'est pas fini !

●●

Le second travail, une thèse de doctorat de IIIe cycle, de Christian Charron, de Bordeaux III, porte sur **l'antimilitarisme et son expression littéraire à la fin du XIXe siècle,** 1886-1902. Il est abondamment illustré de belles et incisives reproductions de journaux de l'époque tels que le **Père Peinard,** d'Emile Pouget (de 1889 à 1900), et **L'Assiette au Beurre (de 1901 à 1913).** A vrai dire, il s'agit, dans les ouvrages analysés, beaucoup moins de littérature que de témoignage vécus, œuvres de jeunes écrivains ayant passé par l'armée. Ainsi, le **cavalier Miserey,** d'Abel Hermant, 1886, **Sous-offs** de Lucien Descaves, 1889, **Biribi,** de Georges Darien, **Souvenir d'un matelos,** de georges Hugo, 1896, **Les jours et les nuits,** d'Alfred Jarry, 1897. L'auteur d'UBU est « embêté prodigieusement par tout ce fourbi militaire » au point qu'après avoir envisagé de décamper en Belgique, il réussit à se faire réformer. Commentaire de Christian Charron : « Sous une forme d e naïveté ironique qui confine à la dérision, Jarry accuse les autorités militaires, de vouloir réduire l'homme à l'état de machine en l'accablant sous le poids des tâches imbéciles. » Et le jeune docteur du IIIe cycle qualifie ce livre trop oublié, avec le blang-seing de son directeur de thèse, de « merveilleux roman souriant et féroces ».

A ceux qui font la gueule...

Alors que le mouvement des soldats passe à l'offensive (pétitions, manifestation 1er Mai...) il est toujours en but à une répression aussi sauvage que sournoise.

Alors que le mouvement des soldats réalise des avancées importantes (mots d'ordre, structuration), alors que l'armée française dévoile de plus en plus son rôle (Tchad, Sahara, Liban), son fonctionnement (marée noire), les organisations démocratiques opèrent un recul sensible sur les questions liées à l'armée, à son rôle... Les syndicats soutiennent du bout des lèvres ou refusent de s'associer aux initiatives du mouvement des soldats, les partis politiques sont curieusement silencieux, les organisations antimilitaristes n'existent pratiquement plus.

Le mouvement des soldats a besoin d'un soutien civil le plus large possible pour porter ses mots d'ordre à l'échelle de l'ensemble de la société ; pour pouvoir tisser, face à la répression, un rapport de force en sa faveur, qui passe par la constitution de liens solides avec tous ceux qui luttent notament avec le mouvement ouvrier et ce, indépendamment des différentes lignes politiques (notament sur l'armée) des organisations politiques.

Le CNSLS, dans sa plate forme, se veut un regroupement large de tous ceux (anciens soldats, femmes, avocats, médecins, militants politiques ou syndicaux) qui soutiennent la lutte dans les casernes, quelle que soient les formes que prend cette lutte à un moment donné.

De ce fait le collectif ne reprend pas à son compte l'analyse de telle ou telle organisation sur le mouvement des soldats mais se veut être comme le nom de son journal l'indique, un moyen de popularisation des luttes des soldats et un outil de regroupement de ceux qui sont en lutte contre l'institution militaire (commission d'enquête, groupes femmes-armée...).

En outre il peut sur telle ou telle initiative du mouvement participer à un regroupement plus large, non permanent mais ou se réalise conjoncturellement un accord (campagne transports...)

Etant donné ses objectifs, l'attitude hostile vis-à-vis du CNSLS de certaines organisations du mouvement ouvrier qui prétendent soutenir la lutte des soldats s'explique mal. Cette attitude va de l'indifférence à l'égard des initiatives prises par des comités de soutien jusqu'au refus explicite de participer, même de manière conjoncturelle aux initiatives proposées par le CNSLS.

Si certaines organisations nous reprochent des "erreurs" qu'ont elles fait pour élargir le soutien civil aux luttes des soldats et pour dénoncer l'armée qui les réprime ?

Peut-on reprocher au CNSLS de ne pas se lier assez aux organisations démocratiques (syndicats ou autres) alors que des organisations se réclamant du mouvement ouvrier (et antimilitariste) ne daignent pas construire un courant large de soutien aux luttes des soldats ou même en débattre avec ce qui existe, même de manière imparfaite, au sein du CNSLS.

Nous appelons l'ensemble des organisations révolutionnaires à soutenir le CNSLS, à participer activement aux initiatives qu'il propose et leurs militants à être partie prenante des comités de soutien.

Nous appelons les organisations ouvrières syndicales à soutenir la lutte des soldats et leurs initiatives, à être partie prenante du soutien au mouvement des soldats en commun avec le CNSLS de manière permanente ou conjoncturelle.

Nous sommes prêts à débattre avec l'ensemble de ces organisations des conditions de soutien aux luttes des soldats, non de manière polémique, mais sur le fond : la nécessité de construire et d'élargir le mouvement civil de soutien au mouvement des soldats.

En vous abonnant, vous nous permettez de continuer à vivre sans accumuler les dettes. Abonnement 1 an (10 numéros) :

France - pli ouvert	40 F
France - pli fermé	60 F
Étranger - pli fermé	80 F
Chômeurs, appelés, femmes et compagnes d'appelés	30 F
Abonnement de soutien	100 F et plus

L'ECHO DES CASERNES

BP 328

75 624 PARIS CEDEX 13

ECHO DES CASERNES N° 8

Directeur de Publication : D. Guérin

Imprimée par Rotographie
N° com. paritaire 58 834
N° ISSN 0150-5610